

Après les urnes Quelles lutttes ?



1^{er} mai 2002, à Paris.

FRANÇOIS MITTERRAND, à qui revient la gloire d'avoir le premier favorisé la mise sur orbite médiatique de Le Pen, s'était vanté d'avoir fait bouger les lignes, c'est-à-dire d'avoir brouillé le clivage entre la gauche et la droite. Cinq ans après la mise à l'épreuve de Lionel Jospin, le fidèle héritier, plus personne ne peut se rappeler où se situait naguère la frontière entre les deux appellations, contrôlées de manière à camoufler des politiques de classe très peu différenciées. Mon programme n'est pas socialiste, avait proclamé fièrement le Premier ministre en entrant dans la mêlée présidentielle. Qui aurait pu en douter ! Sécurité, flexibilité et précarité, démantèlement des acquis sociaux, privatisations – gauche et droite sont désormais partout dans l'arène à armes égales, à ceci près que les armes sortent du même arsenal, celui de la répression et de la régression.

C'était hier une litote obligée des politologues de déclarer que la différence ne sautait pas aux yeux. Le problème, c'est qu'à force de recentrer à droite, tout le jeu politique s'est retrouvé au centre de la droite, avec le choix entre une droite classique monocolore et une deuxième droite plurielle de rechange, dominée par le rose du PS. Dès lors, l'extrême droite offrait la seule issue à une masse électorale qui, complètement dépolitisée par la destruction de toutes les bases sociales d'une

résistance populaire, désorientée par l'absence d'alternance réelle – les votes annexes étant présentés comme non significatifs et destinés à servir d'appoint au second tour ! – ne peut plus rêver d'un changement de société.

Le cadre constitutionnel a fait le reste : la Constitution de la V^e République, qui assure le fonctionnement du système de représentation politique sur la base d'un coup d'État permanent, a joué en faveur du dernier représentant des leaders charismatiques, en mettant sur la touche celui des deux candidats qu'on rendait le plus directement responsable d'une situation insupportable. Et puisque la gauche avait disparu du paysage et qu'il ne restait d'autre choix réel qu'entre les droites, il n'est pas étonnant que l'extrême ait tiré parti de ce blocage politique et social.

Tel est le double effet de la rencontre d'institutions foncièrement antidémocratiques, qui enferment tout le jeu de délégation des pouvoirs dans une bipolarisation politique à l'intérieur du même, avec la disparition de tout projet de changement de société, la disqualification ou la stigmatisation de toute aspiration à une transformation de fond des rapports sociaux. C'est le système de domination politique qui est en cause, puisqu'il repose sur la reconduction à l'identique

d'une hiérarchie sociale écrasante et rejette dans l'impensable jusqu'à l'idée d'en contester le bien-fondé. Dans ces conditions, où toute possibilité d'un mieux durable et palpable était exclue, le « pire », loin de repousser l'électeur, a exercé sur lui une fascination irrésis-

tis politiques ne réussissait à réveiller dans l'électorat un quelconque intérêt pour la *res publica*, la chose publique.

La brutale irruption sur la scène présidentielle d'un leader aux accents populistes et xénophobes, capable de passer aux yeux de

La preuve par Chirac

tible, comme seul porte-parole d'une révolte qui ne trouvait plus d'autre voix audible pour s'exprimer.

La dépolitisation complète de la société a pris la forme de cet accident de l'histoire électorale qui, le choc surmonté, représente une divine surprise pour la classe politique. L'absentéisme et la désaffection menaçaient de saper les fondements mêmes du système de représentation parlementaire. Plus aucun des par-

tous pour une réincarnation hexagonale de la « bête immonde », a ressoudé les citoyens contre un ennemi commun. Tous les éléments d'une gauche et d'une droite désagrégée, délégitimés s'unissent pour donner corps au même fantôme, habiller l'épouvantail des habits bruns abhorrés, et par la même occasion effacer de l'ardoise leur part de responsabilité. Tous ensemble ! Tout ensemble ! Ainsi réactivé, l'antifascisme institutionnel offre à la gauche délavée une porte de sortie qui ouvre carrément sur la droite – avec l'illusion que la montée de Le Pen n'est pas un

« Nous sommes tous les deux, l'État et moi,
des ennemis... Tout État est une tyrannie. »

Max Stirner

suite en page 3



Radio libertaire

89,4 MHz en région parisienne

Mercredi 15 mai

Blues en liberté: à 10 h 30, Koko Taylor, reine du blues!

Samedi 18 mai

Chroniques rebelles: à 13 h 30, « Mémoire, vérité, justice sur les assassinats politiques en France ».

Mercredi 22 mai

Blues en liberté: à 10 h 30, Memphis Minnie, la « presque » unique blueswoman du country blues.

Samedi 25 mai

Chroniques rebelles: à 13 h 30, débat sur la question berbère.

Mercredi 29 mai

Blues en liberté: à 10 h 30, Big Mama Thornton, de Hound dog à Balls and chain, et d'autres!

Mercredi 5 juin

Blues en liberté: à 10 h 30, festival d'été I.

Mercredi 12 juin

Blues en liberté: à 10 h 30, festival d'été II.

Mercredi 19 juin

Blues en liberté: à 10 h 30, Fention Robinson, le bluesman « crooner ».

Mercredi 26 juin

Blues en liberté: à 10 h 30, Junior Wells, harmoniciste chanteur.

Abonnez-vous !

Abonnez-vous !

Agenda



Mercredi 22 mai

Montpellier

Le groupe Un Autre futur de la FA vous invite à la librairie La Mauvaise réputation, 20, rue Terral, à 20 h 30 pour la projection du film *Diable, famille et propriété*. Ce film expose, sous fond de dictature militaire, l'injustice dont sont victimes les ouvriers (pour la plupart indiens) des exploitations sucrières du nord-ouest argentin et les luttes exemplaires qu'ils ont menées. Ce film, d'une qualité cinématographique incontestable, donne à découvrir, à réfléchir et met la rage au cœur. Il fait écho à une actualité argentine bien troublée. Nous profiterons de la présence de Sylvain Planque, membre du groupe de cinéastes indépendants argentins Ciné insurgente à l'origine de ce documentaire pour ouvrir une discussion.

Samedi 25 mai

Paris

Pour en finir avec la fête des mères, le collectif contre le publisexisme organise une action le samedi 25 mai à Paris M° Pont Neuf à 15 heures.

Dimanche 26 mai

Caen

Manifestation nationale « contre la stratégie de domination du monde de George Bush ». Rendez-vous à 12 heures à la place de la Résistance.

Saint-Denis (93)

Résistons ensemble organise une journée conférence-débats « Résistons ensemble contre les violences policières et sécuritaires ». De 10 heures à 20 heures à la bourse du travail de Saint-Denis au 11, rue Génin, M° Porte de Paris.

Samedi 8 juin

Montreuil (93)

À partir de 14 heures à la maison de l'arbre chez Armand Gatti: forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil. À l'initiative de la CNT, Alternative libertaire, Fédération anarchiste. Au programme: débats (critiques des formes modernes du capitalisme et de l'État, mondialisation et internationalisme, résistances sociales et récupération politicienne), atelier (murs peints et textes libres), espace enfants, concert avec la participation de la fanfare du FMI (front musical d'intervention), des chanteurs livreurs et de Serge Utgé-Royo.

Paris 20°

La CNT organise la « Fête du livre libertaire »: stands des éditions et des journaux libertaires et anti-autoritaires, livres neufs et d'occasion, buffet-buvette. À partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles.

Dimanche 9 juin

Paris 20°

La CNT organise la « Fête du livre libertaire »: stands des éditions et des journaux libertaires et anti-autoritaires, livres neufs et d'occasion, buffet-buvette. À partir de 14 heures au 33, rue des Vignoles.

Forum libertaire de l'Est parisien à Montreuil

samedi 8 juin 2002

à La Parole errante

9, rue François-Debergue
métro Croix-de-Chavaux

- 14 heures: accueil (café et thé offerts)
- 14 h 30: débat, « Les formes modernes du capitalisme et de l'État »
- 16 heures: pause culturelle (murs peints, textes libres, vidéo, espace enfants...)
- 16 h 30: débat, « Mondialisation et internationalisme »
- 18 heures: pause culturelle
- 18 h 30: débat, « Résistances sociales et récupération politicienne »
- 20 heures: repas en musique avec la fanfare du FMI (front musical d'intervention)
- 21 heures: concerts avec la participation des Chanteurs Livreurs (rock engagé) et Serge Utgé-Royo.

Tout l'après-midi: tables de presse (éditeurs, libraires, associations...), espace enfants, vidéos, buvette!

Participation aux frais à prévoir.

Photos et illustrations: droits réservés

Directeur de publication: Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél.: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
3 mois 13 n°	☐ 20 €	☐ 32 €	☐ 27 €
6 mois 25 n°	☐ 38 €	☐ 61 €	☐ 46 €
1 an 45 n°	☐ 61 €	☐ 99 €	☐ 77 €

Abonnement de soutien: 76 €

Abonnement étranger: les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe bancaire exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP).

Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(En lettres capitales)

Nom Prénom.....

Adresse

Code postal

Ville.....

Pays

☐ Chèque postal ☐ Chèque bancaire

☐ Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

Éditorial

JACQUES CHIRAC est donc le « nouveau » président des Français. Élu à une « écrasante majorité », faisant disparaître le FN dans les poubelles de l'Histoire (d'où il risque de sortir très bientôt, la mascarade électorale n'étant pas tout à fait finie). À l'occasion de cette présidentielle, le *Monde libertaire* s'est fait l'écho du positionnement de la Fédération anarchiste, dont il est l'organe. L'équipe mandatée à sa rédaction a donc adopté une « ligne » abstentionniste, fidèle en cela aux décisions adoptées fédéralement. La « surprise » du premier tour, le « séisme » politique, et la manipulation médiatique qui ont suivi ont entraîné certains camarades du mouvement anarchiste à envisager un vote de défense de la République contre la « menace fasciste ». Certains textes en ce sens nous sont parvenus à cette occasion ou ont été diffusés par d'autres voies. Nous avons choisi de ne pas les publier en l'état, considérant que cette décision

aurait été une remise en cause manifeste de notre mandat.

Aujourd'hui que les « événements » sont passés, nous choisissons de présenter aux lecteurs quelques expressions de ce débat. On pourra constater à cette occasion que, au-delà du choc émotionnel qu'a pu représenter pour certains la présence du « Duce aux petits pieds » au second round du match électoral, les anarchistes continuent de penser que toute forme de gouvernement, y compris celle se drapant vertueusement dans les plis d'une démocratie formelle, est indéfendable. Le nouveau gouvernement, comme tous les autres, ne sera jamais le nôtre. Nous continuerons, sous toutes les latitudes, partout où nous sommes présents, au-delà des cultures, des langues et des nations, à propager notre idéal de liberté, n'oubliant jamais que notre but est l'émancipation de l'humanité entière, et que celle-ci sera impossible tant que les États existeront.

La preuve par Chirac

suite de la une

effet de vase communicant, à la mesure de l'effondrement du PS et du siphonage des voix de la droite.

La dépolitisation de la vie politique a atteint un tel degré que cette opération, inconcevable voilà quelques années à peine, est en quelque sorte plébiscitée. Et la pseudo-démocratie menacée déterre tous les arguments antidémocratiques qui peuvent être tournés contre les extrêmes, de gauche ou de droite selon les vœux des dirigeants et les besoins du moment. Obligeons le peuple à bien voter, semble dire la rumeur politique relayée par les médias. Pour sauver la démocratie, forçons les mal-votants à faire amende honorable et à donner leurs voix à des représentants électoralement corrects! À pensée unique, bulletin de vote unique!

À pensée unique, bulletin de vote unique!

Si Le Pen n'avait pas existé, avec un peu d'imagination la droite et la gauche auraient pu l'inventer! Et d'ailleurs, elles l'ont pour une bonne part fabriqué plus grand que nature, et il leur rend en échange un signalé service. Alors que tout semblait bloqué, voilà que s'ouvre devant les classes dirigeantes un boulevard pour continuer l'œuvre de restructuration de celui qu'on ne nomme plus, mais qui veille au grain en l'espèce de ses commis, jospiniens ou chiraquiens: le capital.

Grâce à cette repoussante flam-bée d'archaïsme, la modernisation accélérée du capitalisme français va pouvoir s'effectuer au grand jour, sous le signe de l'union sacrée contre « la peste », en fait une myriade de mécontentements agglomérés autour d'un noyau de nostalgiques des riches heures d'un introuvable fascisme à la française. Cette revanche à retardement donne aux vieilles recettes du libéralisme

Votez, nous ferons le reste!

avancé comme un air de nouveauté; avec à la clef un consensus propice à l'éradication de tout ce qui résiste encore à une politique sociale de régression. C'est pour éviter le retour du danger Le Pen que demain seront mises en œuvre les réformes qui creuseront le lit d'une droite nouvelle. Votez, nous ferons le reste! Tel est le sens de la bénédiction que le clergé et le premier cercle patronal ont donnée aux antilepénistes primaires, pressés de rejouer mai 1968 à l'envers en s'enveloppant dans le drapeau tricolore, qui « va au paysage immonde » (Rimbaud, *Démocratie*), et qui empêche de voir que gauche et droite sont nues.

Les petits patrons laminés et autres canards boiteux, les chômeurs, les laissés-pour-compte réduits à n'être qu'une force de travail d'appoint vont être liquidés ou tenus en laisse par les forces vives et ouvertes de la nation, les entreprises modernes, compétitives et cosmopolites, compétitives parce que cosmopolites, qui adorent l'exploitation multicolore et le métissage des capitaux. Le chômage et la précarisation ne sont pas le résultat d'une politique de classe, tous par-

tis confondus, mais d'un mauvais choix politique, et l'arriération n'a plus qu'un seul visage, celui de Le Pen. Seillière is good for you!

Telle est la leçon qu'on nous invite à tirer de ce rodéo électoral! Et les petits-bourgeois intellectuels unis aux « bobos » qui ont poussé à la roue sans se soucier de ceux qu'ils écrasaient en chemin vont nous expliquer que Hitler frappe à notre porte, que beaucoup sont prêts à lui ouvrir, et qu'il n'est contre lui qu'une seule solution: la modernisation et le bulletin de vote. Le cas du nazisme, sans cesse brandi, ne prouve pas forcément ce que les amnésiques veulent lui faire avouer. Car ce sont le PC allemand et les partis du régime parlementaire qui labourèrent le terrain, avant que Hindenburg, réélu président du Reich pour éviter le pire, ne fasse la courte échelle au Führer. Un exemple parmi tant d'autres...

Seillière is good for you!

C'est le système dit démocratique qui, en épousant au plus près toutes les formes d'exploitation flexibles, a eu les conséquences que l'on sait. C'est cette forme de domination politique qui a aiguisé les frustrations et les désespoirs et placé Le Pen en position d'arbitre entre les droites. Le fascisme ne passera pas, et pour cause! La classe dirigeante et les décideurs de tout poil n'en ont en tous les cas pour l'heure aucun besoin. Il est depuis longtemps dépassé, mais il demeure un épouvantail indépassable. Et c'est le système de représentation parlementaire qui, en ne laissant plus rien passer d'autre, conduit à ce cul-de-sac où il ne reste plus face à face que des représentants de la droite, du PS au RPR, tous habillés aux couleurs de la modernité, et tous fossoyeurs du progrès social. Ce sera la normalisation à la française.

Nous sommes tous américains, lançait le directeur du *Monde* au lendemain du 11 septembre en guise d'acte d'allégeance inconditionnelle aux États-Unis! Nous sommes tous chiraquiens, laisse entendre le même, qui après avoir ardemment milité en faveur de Jospin contre Chirac peut passer de l'un à l'autre sans aucun écart. La convergence entre les deux, qui ne fait plus de doute aux yeux des électeurs désabusés autant qu'abusés, trouve ainsi sa manifestation la plus extrême: la preuve par Le Pen. Le piège des élections s'est refermé sur les « citoyens » en les acculant à cette situation. Ce sont elles qui mènent au désastre auquel nous assistons: toutes les cartes sont à l'image de la droite, et l'électeur n'est là que pour battre et rebattre un jeu truqué!

Hélène Fleury, Louis Janover, Monique Janover, Ngo Van
3 mai 2002

5 mai 2002

Oui au désir de vivre libre! Non à « Viva la muerte »!

LE VOTE du 21 avril a fait imploser les institutions politiques, à savoir le système de démocratie représentative, et révélé une véritable fracture entre gouvernants et gouvernés. En effet, au-delà du score de l'extrême droite, ce qu'il faut d'abord retenir c'est qu'un tiers seulement des électeurs a voté pour des candidats de gouvernement, droite et gauche confondues, de sorte que paradoxalement nous serions en droit de qualifier cette attitude de prérévolutionnaire et d'y voir la confirmation de la prégnance de nos idées. Mais le mode de scrutin majoritaire à deux tours, ne laissant en présence au final que les deux candidats arrivés en tête, nous piège car le 5 mai le « choix » sera entre la droite et l'extrême droite.

Le premier réflexe consiste à se dire qu'« ils » l'ont bien cherché, que dans une telle situation il convient de renvoyer dos à dos Super-menteur et Super-facho et... « rendez-vous au prochain feu » comme le suggère le *Monde libertaire* du 25 avril. Alors, rester sur notre Aventin et compter les points? Pas si simple...

Certes, sur le constat des lieux, tous les libertaires sont d'accord. La droite pousse au tout-sécuritaire, la gauche a privatisé à tout va, la précarité grandit, les inégalités sociales sont criantes (un PDG du type Messier ou Pinault gagne en trois mois le salaire de toute une vie d'ouvrier) et les laissés-pour-compte se chiffrent par millions. L'insécurité, amplifiée par les médias, c'est d'abord l'insécurité sociale avec son cortège de licenciements, d'accidents du travail, de catastrophes écologiques, la flexibilité qui désagrège la vie quotidienne et la marche en avant de cette mondialisation libérale fonctionnant comme un rouleau compresseur.

Chirac représente bien ce système capitaliste que nous voulons abattre au profit d'une société libertaire basée sur l'égalité, l'entraide et la justice sociale. Mais l'espace démocratique dans lequel nous vivons, acquis des précédentes luttes populaires, nous permet de nous exprimer, de démonter les contradictions et d'œuvrer pour la diffusion et la mise en pratique de nos idées. Mais si l'extrême droite arrive au pouvoir, une ligne jaune sera franchie. Dans ce cas, ce qui nous attend, outre un ultralibéralisme économique et le démantèlement

des acquis sociaux et culturels, c'est un régime d'exclusion basé sur l'intolérance, le racisme, la xénophobie et la discrimination. Punir sans limites. Le FN n'est pas qu'un épiphénomène du capital, c'est une gangrène qui sue la haine et sent la mort.

Une partie importante de la jeunesse l'a tout de suite compris et le mouvement s'est amplifié au sein de toutes les couches de la population dans les jours qui ont suivi. Ainsi à Montpellier, militants individuels comme membres de la FA, de la CNT et du réseau No Pasaran se sont retrouvés dans la rue le lundi 22 avril, le samedi 27 avril et le mercredi 1^{er} mai où plus de 35 000 personnes ont battu le pavé pour exprimer leur refus viscéral du F-Haine. La banderole du groupe Un autre futur: « Qui sème la

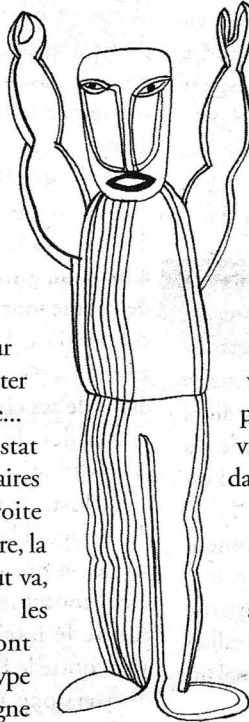
misère récolte les fachos »

a eu beaucoup de succès mais un avertissement sans frais nous a été également délivré. Dans la nuit de dimanche à lundi, trois balles ont été tirées à hauteur d'homme dans le rideau métallique du local-librairie « La Mauvaise réputation », le transperçant ainsi que la porte vitrée pour aller se fichir dans le mur du fond...

Nous savons qu'avec l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite, nous serons en première ligne, aux côtés des immigrés, et nous ne sommes pas dans la situation de l'Espagne des années 30 où la CNT a compté jusqu'à un million et demi d'adhérents. Face à ce danger, n'ayons pas d'état d'âme, et à ceux qui avancent que « de toute façon dimanche Le Pen sera balayé », je rappellerai que l'argument selon lequel l'élection serait « pliée » est en fait un pari sur le raisonnable qui peut ne pas avoir cours si tout le monde le fait et laisse aux autres le soin de faire l'élection. Il s'agit d'utiliser le vote de manière à la fois ponctuelle et exceptionnelle, sans aucunement en faire une finalité et, dès lundi, continuer la lutte sociale en affirmant nos valeurs et nos convictions.

Sans vouloir établir un parallèle historique, toujours un peu biaisé, relisons George Orwell et ayons une pensée pour Erich Mühsam, anarchiste, juif et poète, assassiné par les nazis dans le camp de concentration d'Oranienbourg le 10 juillet 1934.

Jean-Jacques Gandini
3 mai 2002



Vu à la télé

Des anarchistes au gouvernement!

Roseline Bachelot, le bonbon rose du gouvernement, interviewée sur TF1, le mardi 7 mai, à 20h16:

- Comment vous définiriez-vous?
- (avec un sourire) Je suis anarchiste... libertaire...
- Chiraquienne, quand même?
- (le sourire s'agrandit) Oui, anarcho-chiraquienne.

Du jamais vu!

Souscription ML

Février

Gracia: 5 €; E. Tollot: 6,34 €; Perrot: 7 €; Brinkmann: 10 €; A. Gravier, G. Brachet, C. Pataud, Petit: 15 €; J.-C. Thévenet: 29,20 €; J. François: 30,49 €; Hardy, J.-M. Thouery: 47 €; O. Ricordeau: 70 €.

Mars

Floréal M., H. Ragheboom, S. Grégoire, C. Larose, X. Moal, M.H. Prie, JP. Desmoulin, J.-J. Martin: 15 €.

Mi-avril

Papo: 7,60 €; Jouve, C. Jellad: 9 €; J.-L. Voisin, Stahl, Bouzin, Tallec, Milton, Desuillères, Rouy, P. Tastet, O. Bondar, C. De Col, J.-J. Gandini: 15 €.

Le fascisme se combat par tous les moyens

AL'ISSUE de ce premier tour des élections présidentielles, il est clair que Le Pen ne sera pas le prochain président de la république française. On pourrait donc en rester là. Reste que l'intensité de la défaite de Le Pen, au deuxième tour des élections présidentielles, s'avère centrale. Pourquoi? Le Pen battu à 20 % ou moins des suffrages exprimés, cela serait un signe de refus massif de ce néofascisme qui frappe à la porte du pouvoir. Et, Chirac élu à 80 % ou plus, pourrait difficilement se revendiquer d'un vote d'adhésion. Le Pen battu à 40 % ou moins, ça lui permettrait de grappiller encore un peu plus de légitimité et à Chirac de laisser entendre qu'il est en capacité de rassembler sous sa seule bannière. Vu sous cet angle, sous ce seul angle, il est clair que mieux vaut un Le Pen à 20 % qu'à 40 %. Mieux (ou pire), si Le Pen faisait 40 % ou plus, au deuxième tour des élections présidentielles, il est évident qu'au premier tour des élections législatives à venir, ses candidats, portés par la vague, se retrouveraient en tête dans au moins la moitié des circonscriptions et, via des triangulaires, se retrouveraient en position d'arbitrer le résultat final. C'en serait alors fini (à moyen terme) de la gauche et de la droite tant il est évident qu'une partie de la droite acceptera, à un moment ou à un autre, une alliance avec l'extrême droite et qu'une partie de la gauche refusera de se rallier à un front républicain appelant à voter Chirac contre Le Pen. Et ce serait le début de l'arrivée de l'extrême droite au pouvoir. Tels sont les tenants et les aboutissants du problème de ce second tour. Oh, bien sûr, même si le score de Le Pen s'y trouve ramené à moins de 20 %, cela ne suffira pas à éradiquer un phénomène dont les racines plongent tout entières dans cette pourriture qu'est le système capitaliste et dans sa capacité à générer la misère et le désespoir. Oh, bien sûr, voter contre Le Pen (et donc pour Chirac), c'est cautionner un système politique

(la démocratie bourgeoise) qui, en se contentant de gérer la misère et le désespoir, nous a conduits là où on en est aujourd'hui. Et, c'est évacuer la responsabilité de la gauche plurielle et de la droite dans la montée de cette lepénisation des esprits qui fonde la marche en avant actuelle des chemises brunes. Oh, bien sûr, seule la révolution sociale est à même de résoudre sur le fond le problème du fascisme.

Élire... mais surtout agir!

Alors, voter ou ne pas voter? Combattre le fascisme par un bulletin de vote ou par la révolution sociale? La jeunesse de ce pays, qui, comme la jeunesse de partout, n'a pas, d'ordinaire, la fibre spécialement électoraliste, est descendue massivement dans la rue et elle énonce une évidence frappée au coin du bon sens: le fascisme doit se combattre par TOUS les moyens. La jeunesse de ce pays, qui comme la jeunesse de partout, ne cause pas la langue de bois, appelle donc clairement à utiliser le bulletin de vote Chirac au deuxième tour des élections présidentielles. L'heure n'est plus aux atermoiements funestes. En dépit de ses convictions les plus profondes, le groupe Michel-Bakounine de la Fédération anarchiste, qui ne cause pas davantage la langue de bois, fait la même proposition en précisant toutefois que: si voter contre le fascisme, c'est bien; agir contre le fascisme au quotidien, et donc, pour la révolution sociale, non seulement c'est mieux, mais c'est indispensable. Le fascisme doit être combattu par TOUS les moyens! Surtout par ceux qui permettent de s'attaquer aux causes de la maladie!

Groupe Michel-Bakounine, FA

Source: A Infos (fr) Élections en France, tract groupe Bakounine FA

From roger-noel@wanadoo.fr
27 avril 2002

Fallait-il voter?

APRÈS LA SURPRISE du 21 avril, il s'est trouvé des libertaires pour voter, et faire voter Chirac. Il s'agissait de « faire barrage au Front national ». Au-delà des questions de principes, qui ont déjà été développées largement dans ces colonnes, il convient de s'interroger sur la qualité stratégique d'un tel choix. Laissons de côté pour aujourd'hui (j'insiste: pour aujourd'hui) le problème de savoir si le FN est bien un vrai parti fasciste et si l'ascension de Le Pen à la présidence ouvrirait l'ère, comme on nous le dit, du Talon de fer. Admettons-le, cela ne change rien, on le verra.

Un vote stratégique?

Le point important, pour élaborer une stratégie, c'est d'évaluer avec autant d'exactitude que possible la situation, et d'envisager ses probables développements.

Nous sommes le 21 avril, il est 20 heures. Jean-Marie Le Pen « fait deuxième » à la présidentielle. Immédiatement, le front républicain se met en place, et presque tous les partis politiques appellent à faire barrage à l'extrême droite, c'est-à-dire à voter Chirac. Les médias font chorus, l'émotion est grande. La Patrie est en danger!

En danger? Voyons les chiffres. L'extrême droite totalise moins de six millions de voix, sur quarante et un million d'inscrits. Avec une excellente campagne et un coup de pouce du hasard (un fait divers sordide, par exemple, ce qui ne s'est pas produit) on peut craindre qu'elle puisse gagner quelques millions de voix entre les deux tours. Ne mégotons pas, et disons dix millions en tout. C'est bien sûr tout à fait improbable dans la situation actuelle, mais mettons les choses au pire.

Imaginons un taux d'abstention de 50 % (du jamais vu pour une présidentielle). Restent dix millions et demi de voix à Chirac, qui l'emporte. C'est-à-dire que dans l'hypothèse la plus favorable pour lui, par ailleurs tout à fait saugrenue, Le Pen n'est toujours pas élu!

Et cela, le soir du 21 avril, tout le monde le sait.

Un vote utile?

Pourtant, la gauche la première, on crie au loup et on rameute pour le candidat qu'on voulait hier mettre en cage. Le cul de basse fosse devra attendre, il faut porter, tous ensemble, le supposé escroc au pouvoir.

Ce n'est pas tout. Il faut que le candidat prévaricateur triomphe. Puisqu'on n'espère pas réduire le nombre de voix du FN, Chirac doit gagner avec le plus gros pourcentage jamais vu. Ce sera, nous dit-on, un symbole et un avertissement.

Ah oui? Croyez-vous que Chirac s'inquiète de qui vote pour lui? Croyez-vous qu'il se sente engagé à quoi que ce soit? Ce qu'il voit, c'est qu'il est élu, « perché ». C'est qu'en jouant avec les idées lepénistes, il a une chance d'obtenir une majorité à l'Assemblée, peut-être même élue grâce au front républicain. Et Sarkozy, à peine les résultats du premier tour connus, d'en rajouter une louche ou deux sur l'insécurité. En fait, plus sa majorité est large, plus il est incité à faire, plus ou moins discrètement, le jeu du Front national.

Contre la République?

Cela étant clairement posé, devions-nous, nous, anarchistes, voler au secours de la victoire?

Il me semble important de le rappeler: les anarchistes ne sont pas républicains. La République est la forme étatique habituelle de la domination capitaliste. Pas plus, nous ne sommes démocrates. Nous voulons la destruction du pouvoir et du gouvernement, pas son contrôle par le citoyen, cette fiction. Nous ne pouvons avoir de raisons autres que circonstancielles de les défendre. Nous ne leur devons de soutien que celui que, suivant l'expression consacrée, la corde doit au pendu.

Notre but, notre seul but, c'est l'émancipation humaine; à cette aune se mesurent nos actions.

En quoi, donc, le fait d'accourir à l'aide d'un régime qui est notre ennemi, et qui n'en a d'ailleurs pas besoin, fait-il progresser notre cause? Plébisciter celui qui symbolise la concussion, les « affaires », est-ce rendre un service à la démocratie, ou précisément aux libertés qu'elle octroie et que nous apprécions? Traduit par un vote Chirac, notre antifascisme ne prend-il pas des allures de profession de foi républicaine? N'est-ce pas là semer une regrettable confusion?

Peut-être qu'il s'agit de ne pas « se couper des masses »? Mais en quoi le fait que des anarchistes s'associent à l'hystérie républicaine rendrait-il plus intelligible notre rejet du système électoral? Aurions-nous gagné du crédit à répéter une erreur largement partagée plus qu'à

défendre une position raisonnable mais très minoritaire? Auprès de qui aurions-nous gagné ce crédit? Auprès du « peuple de gauche »?

Mais quel dialogue, quelle confiance peut-on établir avec ces militants en minimisant les points de dissension, en essayant de leur dissimuler notre aversion fondamentale pour ce qui fonde leur engagement, la République? À quoi bon leur laisser croire que nous partageons le même idéal, pour qu'ils découvrent plus tard que nous mentionnons?

N'est-il pas plus inspiré de dénoncer la politique de leurs partis jusque dans leurs options fondamentales, républicaine? Et de tâcher de les convaincre de nos idées plutôt que de se convaincre des leurs?

Pour l'anarchie!

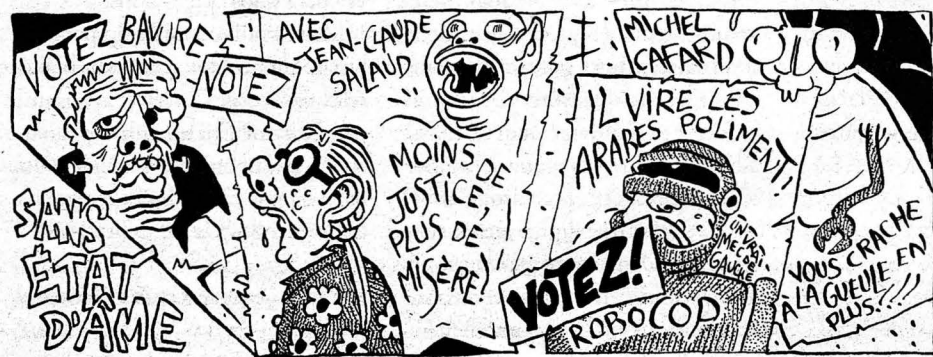
La récente élection a montré un rejet immense de la politique et des politiciens gestionnaires de l'État. Un tiers de l'électorat n'a pas jugé bon de se déplacer. Jamais les « petites listes », soi-disant alternatives, n'ont réuni autant de suffrages. La diabolisation d'un Le Pen, aujourd'hui inoffensif avec ses six millions de voix, est une entreprise de sauvetage de la politique électorale. L'appel à voter Chirac ou la dissimulation de notre abstentionnisme sont des erreurs stratégiques. Elles renforcent notre ennemi au lieu de l'affaiblir, elles brouillent le message que nous adressons au monde. Plus encore, ces tactiques erronées qui s'adressent à « la gauche », au lieu de s'adresser aux classes ouvrières, sont négatrices de la lutte des classes, fondement de l'anarchisme révolutionnaire.

À tous ceux qui répudient le parlementarisme, nous devons ouvrir une perspective franchement, ouvertement révolutionnaire. Nous devons affirmer crânement nos positions anarchistes, rallier si possible les hésitants. Le rôle de militants révolutionnaires, et de leurs organisations, est là: tenir ferme le cap, offrir un point d'appui solide à ceux qui veulent changer le monde. En période de crise, particulièrement, notre responsabilité est grande.

Non, nous ne sommes pas républicains. Non, nous n'allons pas voter, ni « pour » ni « contre ». Oui, nous voulons noyer la démocratie. Nous sommes anarchistes, nom de Dieu!

Max Lhourson

Dessin: Sylvie Picard



À vos rangs ! Fixe !

CE SAMEDI 11 MAI, la finale de la coupe de France a commencé en retard, la belle affaire !

La raison de cette péripétie mérite qu'on s'y attarde un peu. Le retard était la punition infligée à un public qui avait, pour une partie, osé siffler *la Marseillaise*.

Le Président-escroc fraîchement réélu ne pouvait pas supporter sans broncher un tel manque de respect pour l'hymne national ! Accompagné de quelques-uns de ses nouveaux ministres, il se devait de montrer sa force. Il s'est donc retiré de la tribune pour boudier, le temps de faire une déclaration, télévisée évidemment. Du haut de sa réélection comme sauveur suprême de la République, il a déclaré d'un ton courroucé

qu'il ne tolérerait aucune offense vis-à-vis des symboles de la dite République. À vos rangs ! Fixe ! Le premier qui bouge en prendra plein sa gueule !

Passée cette démonstration de force, les spectateurs, qui eux avaient payé leur

place, ont pu assister au match après s'être fait grondés par le président de la Fédération française de football. Tout est donc rentré dans l'ordre.

Ceux qui ont mobilisé les électeurs pour qu'ils offrent plus de 80 % des suffrages exprimés à super-Président ont intérêt à apprendre à la chanter *la Marseillaise*, ce chant impur qui abreuvait bientôt nos microsillons avec interdiction d'émettre le moindre sifflement.

En tout cas ceux qui rêvent de lutte sociale n'ont qu'à bien se tenir : si j'ai jamais leurs luttes sont déclarées antirépublicaines... Malheur à ceux qui oseront remettre en cause l'État et ses institutions...

Qui sème l'élection nous prépare le bâton !

Jérôme Varquez



Ils ont voté, et puis après...

BEN LE PEN au deuxième tour... Allô maman bobo ! Ma France est devenue facho. Allô maman bobo... Stop !

Il faudrait s'autoflageller à grands coups de drapeau bleu blanc rouge, et de *Marseillaise* ? Il faudrait aller au pas (républicain, bien sûr) bouter le borgne hors de notre si belle démocratie, en votant pour le délinquant Chirac ? Couillonade et mascarade... Une fois de plus, la preuve est faite que le vote n'engendre pas les alternatives sociales.

Quoi, il faudrait pleurer sur les scores dérisoires de nos caciques alors que l'on sait qu'ils sont les vrais responsables de cette situation ubuesque : le PS de François le gourou a mis en scène le Pen pour affaiblir le PCF (opération réussie, bravo !) et diviser la droite. Cette même droite franchouillarde, RPR en tête, qui a fricoté avec le Front à l'occasion d'élections, régionales en particulier.

Quoi, il faudrait se lamenter à la lecture, écouter de nos pauvres médias beso-

gneux, altérés par le retour de la bête immonde, du « j'ai voté dans », alors que l'on sait que ces professionnels de l'anti-conscience n'ont de cesse, en bons laquais du pouvoir qu'ils sont, de remplir leur mission quotidienne d'intoxication et de désinformation.

Quoi, il faudrait défilier tous ensemble de 1^{er} Mai pluvieux en rassemblements « sursaut républicain » afin de se tenir chaud...

Où étiez-vous syndicalistes généreux, élus ambitieux, quant à vos portes se faisaient entendre les revendications des travailleurs ? Qu'avez-vous fait depuis des décennies et que faites-vous depuis peu dans cette Europe du Capital, qui vous est chère, qui joue aux dés notre royaume ?

Vous êtes les coupables... Levez-vous !!! Jour après jour, de grèves brisées en licenciements collectifs vous organisez un véritable génocide de la jeunesse manipulée, précarisée. Jour après jour, vous nous lobotomisez à coups de *Loft Story* ! Jour après jour, vous annihilez et chloroformez le

bon peuple ! Tous ensemble, vous l'êtes déjà et depuis toujours !!! Et qu'aillent se rhabiller au champ du déshonneur :

- les infirmières dans leurs hôpitaux sans lit,
- les femmes sans gynécologue pour surveiller les effets de leur travail de nuit,
- les cheminots appelés à jouer au petit train chez eux,

- Les paysans en jachère du Crédit agricole,

- les lycéens et étudiants futurs labellisés AOC, CES, CEC, Emploi jeune qualifié dès 14 ans (Maastricht oblige) aux ordres du patronat,

- les chômeurs, Rmistes et autres précaires encerclés par la loi et les Assedic.

Tous ensemble, vous êtes responsables de cette déliquescence... Continuez donc à vous, et nous, faire peur avec le poupon gonflable Jean-Marie, la marionnette brune !

Ce n'est pas elle qui m'effraie, c'est vous...

Plus que jamais, agir au lieu d'élire

Pierre Noire

À propos des SDF

que nous ne verrions plus en 2005 (Jospin dixit)...

AU MOYEN ÂGE, on considérait les pauvres comme les enfants de Dieu, comme l'image terrestre du Sauveur souffrant... Leur cécité, leurs membres estropiés, leurs plaies sanglantes, leurs taudis inconfortables, leur pain sec et insuffisant, leurs manteaux déchirés, leurs bandages putrides, leurs haillons dégoûtants, leurs bâtons et leurs béquilles... étaient les trophées de leur patience chrétienne, docteurs pour les riches, chirurgiens pour les avarés, cautères pour la santé, escaliers du ciel, gardiens des grâces divines, concierges du paradis, philosophes des évangiles, sangsues bienfaitrices... Même si d'aucuns considéraient la pauvreté comme « un mal détestable, par la faim, la soif, le froid », et multipliaient les actions pour tenter d'y remédier.

L'augmentation brutale de la population au XVII^e provoqua un accroissement rapide du nombre des indigents... et un retournement du discours : les pauvres devenaient alors des déclassés, des hors-la-loi, des criminels, des gens qui avaient décidé de profiter des bonnes grâces de la société pour mener une existence oisive et trompeuse. La tolérance traditionnelle envers les mendiants fut gâtée par la crainte du vagabond, cet être qui n'avait pas de place fixe sur terre et dans la société, qui préférait ne pas travailler et se prétendait infirme, malade, estropié pour susciter la compassion des passants.

On les jugeait par conséquent capables

de tous les crimes, comme hérétiques, rebelles, faussaires, contrefacteurs, ravisseurs d'enfants, voleurs... « même les dieux n'aiment pas les pauvres ». Étant donné que leur présence dans l'enceinte des villes était considérée comme dangereuse, on construisit des asiles et des hospices dans le but précis de les maintenir à l'écart de la société convenable.

Ce sont pourtant ces « miséreux libertins » qui nourrirent la commedia del arte. Ceux qui se trouvaient exclus cherchaient dans les interstices autorisés par les structures sociales des lieux où affirmer leur commune humanité. Dans des festivités, carnivals, mystères et masques, les pauvres, les malades, les faibles d'esprit, les gens privés de leurs droits à cause de leur sexe ou de leur foi trouvaient des rôles à jouer et des rituels à respecter qui leur reconnaissaient une présence et une voix... Ils y participaient avec toute leur brutalité, leur sexualité et leur rébellion apparentes.

Afin de contenir le déferlement des dévalorisés, on vit apparaître des refuges et des hôpitaux dont l'intention première se résu- mait en trois mots : Économie, Ordre et Méthode. Ramassés dans les rues, les pauvres étaient amenés en grande pompe aux logements érigés à leur intention... Là, commen- çait pour eux une vie de servitude dans ce qui équivalait à une prison d'État. La pauvreté résultait, disait-on, des espérances déplacées des pauvres en la pitié publique... Si l'on

pouvait abattre ces illusions de paresse récompensée, les enfermer, les transformer en labeur utile, alors les pauvres ne seraient plus pauvres...

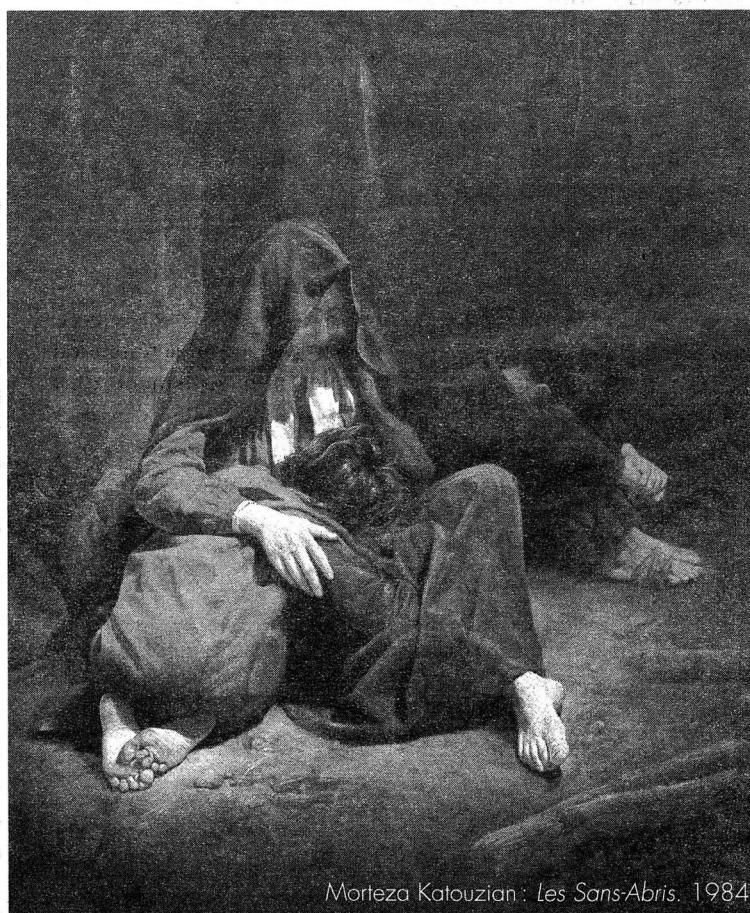
Toutefois, Thomas d'Aquin enseignait que compassion sans action n'est pas miséricorde : il faut agir. On vit alors fleurir de nombreuses institutions charitables pour assister les prisonniers, enterrer les morts laissés dans la rue, aider les captifs et les esclaves chez les païens, voire les pauvres non-méritants...

Ces textes, à peine modifiés, sont tirés d'un remarquable livre d'Alberto Manguel, *Le Livre d'images*, Acte Sud, 2001. Comme celui-ci : « Pouvons-nous nous scandaliser de ces tentatives anciennes de débarrasser la ville des pauvres ? Aujourd'hui au Canada, par exemple, des membres de la Royal Mounted Police de Saskatoon ont été chargés de ramas-

ser dans les rues les indigènes nécessiteux et de les conduire hors des limites de la ville où, dans des températures glaciales, on les laisse se débrouiller ».

Ils font écho à la lettre écrite par deux SDF et publiée dans *Charlie Hebdo* (début avril 2002), après qu'ils aient été, comme bien d'autres en ces périodes de tourisme de masse, chassés d'une ville bien française... Et à ces bruits tenaces sur les RMIstes, allocataires, sauvageons et autres...

Philippe Garnier



Morteza Katouzian : Les Sans-Abris. 1984

Le Bund, un syndicat révolutionnaire juif

CRÉÉ EN 1897 en Russie, le Bund, l'Union générale des travailleurs juifs, réunit immédiatement 3 500 travailleurs juifs. Alors qu'il a été évincé de toute mémoire collective, le Bund eut une influence considérable en Europe de l'Est et dans le monde entier.

Si sa principale influence fut marxiste en Russie, de nombreux anarchistes s'y greffèrent ou militèrent à côté. L'influence des anarcho-syndicalistes juifs fut importante en Angleterre ou aux États-Unis où pendant le jeûne de Yom Kippour les militants se promenaient dans les quartiers juifs avec des charrettes remplies de porcs ou organisaient des banquets ouverts à tous. Dénonçant les rabbins alliés des patrons qui au nom de l'unité juive combattaient violemment les mouvements de grève, le Bund s'efforçait aussi de favoriser le yiddish (la langue des ouvriers juifs) au détriment de l'hébreu, la langue religieuse.

Le Bund regroupait les ouvriers juifs combattifs qui militaient pour les droits civiques, sociaux ou politiques. Contre les nombreux pogroms antisémites, des groupes d'autodéfense étaient organisés. De nombreux marxistes voyant d'un mauvais œil la liberté et l'indépendance du Bund s'efforcèrent de le combattre sans cesse et d'essayer de le discréditer. Dès 1917, Lénine envoya les principaux leaders du mouvement vers les goulags de Sibérie ou les fit assassiner. À noter que le Bund ne participa pas au coup d'État de 1917, considérant que c'étaient les ouvriers et les paysans qui devaient faire la révolution et non une minorité militaire. Le Bund continua jusque dans les années 30 en Pologne, puis fut liquidé définitivement par le parti communiste.

La sale propagande actuelle fait de chaque juif un sioniste en puissance, et nous fait croire que cela est ainsi depuis la nuit des temps. Les partisans de tous bords de la division occultent la vérité et réécrivent l'histoire à leur compte. La vérité c'est qu'au début du siècle les pogroms, la privation de tout droit, la condition d'esclavage, les exactions contre les juifs étaient légion. En ces temps troubles, le Bund ras-

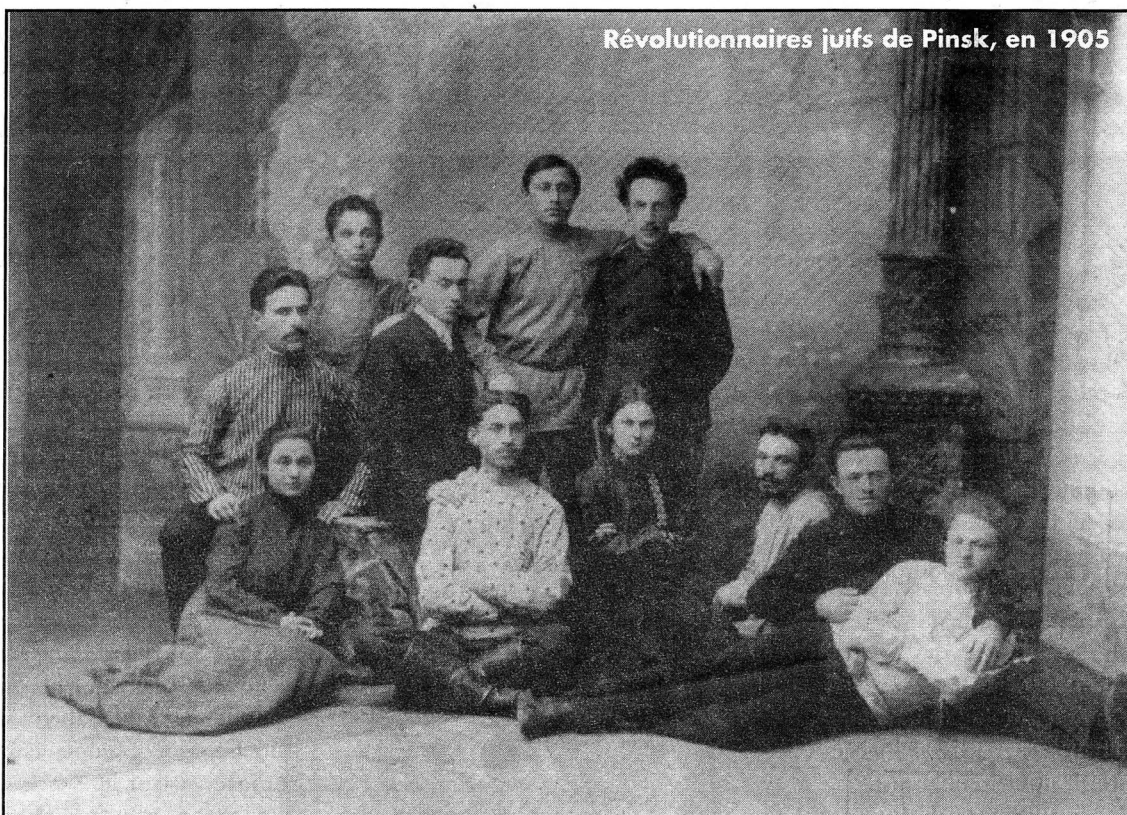
semblant des dizaines de milliers de travailleurs en Europe de l'Est et s'élevait d'une voix forte contre le sionisme de droite ou de gauche (mouvement qui donna ensuite les kibboutz).

Lors de son quatrième congrès en 1901, le Bund déclarait: « Le congrès considère le sionisme comme une réaction de la classe bourgeoise contre l'antisémitisme et la situation anormale du peuple juif [...]. Le sionisme politique érigeant pour but la création d'un territoire pour le peuple juif ne peut prétendre résoudre la question juive, [...] ni satisfaire le peuple dans son ensemble [...] et demeure une utopie irréalisable. Le congrès estime que l'agitation des sionistes est un frein au développement de la conscience de classe. Que ce soit dans les organisations économiques (caisses) ou politiques (section bundistes), il ne faut pas admettre les sionistes. » Le Bund, au contraire des sionistes, prônait le combat sur place luttant avec les ouvriers immigrés (polonais, ukrainiens.) ou russes, affirmant que c'est là où on se trouve qu'il faut lutter pour la révolution sociale.

Le Bund, par sa réflexion et sa maturité était visionnaire sur ce que donnerait la création d'un État juif; aussi, dès 1905, ses militants mettaient en garde les juifs tentés par le sionisme: « Ceux qui devraient être expropriés ne se laisseront sans doute pas faire les bras croisés. Le capitalisme en Eretz (Israël) ne préférerait-il pas la force de travail arabe, bon marché? Est-ce que les sionistes socialistes penseraient établir une zone d'implantation spéciale pour les Bédouins et promulguer des lois d'exceptions contre les travailleurs migrants non juifs? »

Transposer l'exploitation d'un pays à un autre, voilà à quoi était voué le sionisme! Et aujourd'hui en Israël? Tout doucement, des opposants à l'État commencent à ressortir l'histoire du prolétariat juif des oubliettes, à ne pas oublier qu'il y a des pauvres et des exploités en Israël. À ne pas oublier non plus que, face à ces derniers, les exploités, que ce soit en Palestine ou en Israël, travaillent, eux, main dans la main!

Source CNT AIT,
(cnt.ait@wanadoo.fr) sur A infos



Révolutionnaires juifs de Pinsk, en 1905

Photo: Yivo Institute for Jewish Research, Bund Archives

Israël-Palestine

À bas toutes les armées! En commençant par celle de Sharon

JUSQU'OU ira l'État d'Israël? La répression ne cesse d'augmenter, de plus en plus féroce et de plus en plus aveugle. Sharon justifie les mises à mort, parlant de terroristes, abattus sans autre forme de procès. Et comment compte-t-il justifier le massacre de Jénine? Le refus de l'État israélien de recevoir ne serait-ce qu'une délégation de l'ONU en dit long sur les horreurs

occupé. Rappelons simplement qu'il n'y a pas de colonies palestiniennes en Israël. Il n'y a pas de villes cernées par des chars palestiniens, ni de population israélienne cloîtrée dans leur demeure par une armée d'occupation. C'est bien le contraire qui existe actuellement, et c'est l'armée israélienne qui occupe et qui tue.

Des Israéliens solidaires, des États silencieux

Quels sont exactement les enjeux qui rendent nos dirigeants si mous? Est-ce la volonté américaine de garder un pied au Proche Orient grâce à Israël? S'ils ont su condamner Milosevic et le mollah Omar, l'extrême droite israélienne bénéficie aujourd'hui d'une totale impunité. Cela interroge aussi sur l'état de la contestation à l'intérieur d'Israël. Car si la répression s'applique aux Palestiniens, il est fort probable que les opposants israéliens en fassent aussi les frais. Opposants qui n'en sont d'ailleurs que plus méritants, que ce soit les réservistes qui refusent d'être les gardiens des colonies, ces civils qui vont donner leur sang aux Palestiniens ou encore les femmes en noir qui se rassemblent entre Palestiniennes et Israéliennes. Mais ces tentatives de rapprochement semblent encore faibles, quand on voit le Hamas se renforcer, le désespoir pousser aux attentats-suicide, et les morts se multiplier.

Si nous comprenons l'angoisse des civils israéliens devant ces attentats, nous ne pouvons pour cela accorder le permis de tuer à leur État. Il est temps que les chars se retirent des villes palestiniennes définitivement. Il est temps de laisser les Palesti-

niens décider, sans diktat des États-Unis ou de l'extrémiste Sharon.

La mobilisation internationale ne doit pas faiblir!

D'ailleurs, si, en Occident, les politiciens ménagent la chèvre et le chou, la population se mobilise: 15 000 manifestants à Berlin, des milliers à Londres, Paris, Lyon. Des magistrats, des intellectuels qui prennent position, en faveur de la Palestine et loin de tout propos antisémite ou judéophobe (nouveau concept). Nous condamnons les attaques des synagogues, et tout autre acte raciste ou antisémite, car être de confession juive, ne veut pas dire être Ariel Sharon, tout comme être de confession musulmane ne veut pas dire être Ben Laden. Qui plus est, certains groupes d'extrême droite ne demandent qu'à reprendre du poil de la bête en s'emparant de ces attaques.

Si, ici, la rue est notre seule possibilité d'action, il est important de rappeler l'action de la mission internationale: des civils, de tous les pays, qui ont choisi de partir en Palestine pour témoigner et faire bouclier humain face à la violence de l'État d'Israël.

Nous devons continuer à nous rassembler, à nous mobiliser, pour l'autonomie et le libre choix des Palestiniens, pour le retrait total d'Israël des territoires occupés!

Union locale FA, Lyon



Manifestation en 1917

qui ont dû y être perpétrées par l'armée. Comment justifier les tanks et les soldats, envoyés contre des civils cloîtrés chez eux, subissant les coupures d'eau, d'électricité, sans accès aux soins?

La politique de Sharon paraît de plus en plus claire. Réduire la Palestine au plus petit territoire possible, le plus déstructuré possible, privé d'infrastructures, divisé, islamisé. Une fois la Palestine détruite économiquement, socialement et politiquement, Sharon aura les mains libres pour installer le Grand Israël.

Face à cette politique colonisatrice et meurtrière, les États occidentaux refusent de prendre position, mettant dos à dos les deux camps, oubliant que la violence dont l'État a le monopole ne peut se comparer à la colère d'un peuple



Maison où fut fondé le Bund, à Vilna en 1897.



Manifestation à Pinsk, pendant la révolution de 1905.

D.R.

Femmes affiches-femmes potiches

On en a plein les miches !

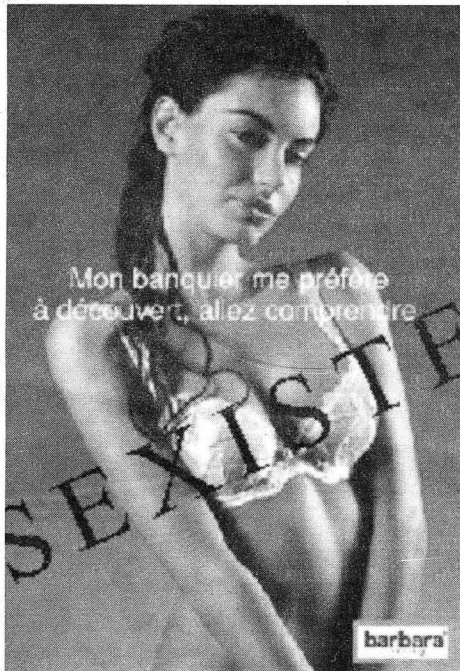
AUJOURD'HUI, la publicité est omniprésente dans nos vies : dans la rue, dans les transports, dans la presse, ce sont 2 500 publicités qui frappent quotidiennement la rétine occidentale ! Pour vendre des chaussures, des fromages, du café ou des voitures – sans parler des vêtements ou du parfum –, les publicitaires nous abreuvant d'images et de clichés sexistes. En nous présentant des femmes dénudées qui correspondent aux fantasmes masculins les plus primaires, ils jouent sur le désir et espèrent nous amener à acheter le produit quel qu'il soit.

Le publisexisme, c'est pas de l'art, c'est du cochon !

Pour faire vendre, les publicités utilisent des clichés et stéréotypes de la femme : femmes-objets soumises, violentées, toujours en position de dominées. Les publicitaires diffusent ainsi une image de la femme dégradante et avilissante, qui n'est pas d'ailleurs sans répercussions. Les nombreuses inégalités dont sont victimes les femmes (inégalité de salaires, emplois précaires, exposition aux insultes et aux comportements sexistes) trouvent leur prolongement sur les murs de nos villes : la femme n'est bonne qu'à être un objet de désir sexuel ou une boniche stupide que l'on ridiculise !

Les publicités inculquent en outre des stéréotypes de minceur et de beauté qui entraînent le mal-être de toutes celles qui ne correspondent pas à ces critères, mal-être qui transparaît dans les chiffres croissants de maladies (anorexie, boulimie, etc.) et de suicides.

Par ailleurs, les images publicitaires banalisent également les violences dont sont victimes les femmes : alors que le chiffre



annuel d'agressions sexuelles et de violences conjugales est accablant, les publicitaires n'hésitent pas à nous servir des slogans comme « Babette, je la lie, je la fouette, et après elle passe à la casserole », ou à nous montrer une Lætitia Casta affublée d'un œil au beurre noir et de vêtements déchirés (publicité pour les Galeries Lafayette).

Qui sommes-nous ?

C'est autour de ce constat que s'est créé le Collectif contre le publisexisme, qui entend dénoncer l'utilisation qui est faite dans les publicités du corps de la femme et des clichés sexistes. Cette lutte s'est déjà concrétisée dans plusieurs actions :

- octobre 2001 : action contre une enseigne de la marque Sinnequanone ;
- novembre 2001 : occupation du salon Paris-Photo contre la campagne d'affichage sexiste de Lavazza ;
- décembre 2001 : toujours contre Lavazza, action d'information des consom-

mateurs dans un supermarché ;

– février 2002 : occupation des Galeries Lafayette pour dénoncer la banalisation des images de violences faites aux femmes ;

– mars 2002 : manifestation festive aux Galeries Lafayette, contre l'utilisation du corps des femmes dans la pub.

« Mon banquier me préfère à découvert, allez savoir pourquoi ! »

Publicis est la deuxième agence de publicité au niveau international (ses filiales Saatchi, Zenithmedia, Optimedia, Frankel, Nelson Communications, Médias et Régies Europe, Fallon Worldwide totalisent sur l'année 2000 une marge brute de plus de trois milliards d'euros). Or Publicis a produit depuis mai 2001 une campagne de publicité pour C&A réellement accablante, qui joue abondamment sur différentes images sexistes.

La toute nouvelle campagne de pub pour les soutiens-gorge Barbara, également produite par Publicis, ne déroge pas à la règle : l'affiche ci-contre montre assez explicitement que les publicitaires recourent aux clichés de la femme stupide et dépendante, qui se sert elle-même de son corps comme un moyen de paiement et le stigmatise donc dans la catégorie des valeurs commerciales et marchandes.

C'est dans la lignée de nos précédentes actions que nous avons entrepris, le vendredi 3 mai, dans le cadre du FRAP (Festival des résistances et des alternatives à Paris), d'occuper le siège de cette agence, afin de dénoncer leurs campagnes et de demander aux responsables de s'engager à stopper toute publicité à caractère sexiste, puisque le sexisme possède un caractère aussi discriminatoire et intolérable que le racisme, qui a désormais disparu des campagnes de pub.

Nous voulons que la même prise de conscience touche les publicités qui exploitent le corps des femmes pour faire vendre.

Une soixantaine de personnes était présente, parmi lesquelles un certain nombre d'individus qui avaient rejoint les militants du Collectif contre le publisexisme. Notre manifestation s'est relativement bien déroulée pendant un moment : nous avons pu distribuer de nombreux tracts sur les Champs-Élysées, auprès de gens assez réceptifs et encourageants. La négociation avec le responsable de l'agence tournait un peu en rond, ce dernier se refusant en fait à accéder à notre requête, mais sans le reconnaître clairement. Au bout de deux heures, celui-ci a fait appel à la police, qu'il avait jusqu'alors tenue à l'écart, pour nous évacuer. Comme les manifestants se refusaient à quitter les lieux sans obtenir satisfaction, les membres de la force armée républicaine ont fait usage de gaz lacrymogènes pour nous disperser.

La lutte continue

Comme à la suite de nos précédentes actions, nous tenons à affirmer que la violence, qu'elle soit exercée par des vigiles ou des flics, n'entamera en rien notre détermination, et ne nous empêchera pas de continuer la lutte contre les publicitaires et les marques qui n'hésitent pas à prolonger dans leurs campagnes les violences physiques ou symboliques dont sont victimes les femmes. Nous refuserons toujours de tolérer ce système qui exploite le sexisme et la détresse de certaines personnes pour faire vendre.

Ni à prendre ni à vendre, les femmes ne sont pas des objets !

Fabrice (groupe Claaaaaash)
pour le Collectif contre le publisexisme
145, rue Amelot, 75011 Paris
contrelepublisexisme@samizdat.net

Quatre semaines et toutes ses griffes

LE MONDE est divisé en deux : ceux qui vont dans les manifs et ceux qui partent en vacances. Et quand on part en vacances, c'est bien connu, il faut rapporter des souvenirs. Méprisons donc la poupée coquille Saint-Jacques qui fait de la lumière ou le mont Saint-Michel qui fait de la neige quand on lui secoue le clocher et voyons plutôt ce qui se passe dans la France des campagnes.

L'Ariège, c'est pas seulement des ours, le festival Résistances ou des aficionados de l'auto-production du cinq feuilles voir plus si affinités. C'est aussi un sanctuaire bien caché, une vraie abbaye de Thélème dont je ne donnerai jamais l'adresse, mais aussi une radio libre. Radio Transparence, créée depuis près de vingt ans sur la ville de Foix, avait commencé à faire des émules. Deux bons anars

et une poignée de copains et de copines se sont installés en plein centre de la ville de St-Girons. C'est facile à trouver, il y a des autocollants sympathiques sur la porte et une antenne sur le toit, et ils ont commencé d'émettre mi-avril. Si, si, une vraie radio anar qui se monte, un truc qui doit rappeler quelque chose à quelques-uns, il y a vingt ans à Paris.

L'occase des manifs anti-Le Pen était trop bonne, quelques mix, un découpage habile, du savoir-faire et vite fait bien fait, ce vrai cochon de Jean-Marie revendique pendant trois minutes qu'il est lui-même un sale con et qu'on allait voir ce qu'on allait voir (ce document a bien sûr été immédiatement expédié et diffusé sur Radio Libertaire). C'est quand même dingue quand t'y penses, il se passe quelque chose en dehors de Paris !

Les vraies difficultés sont néanmoins devant. Payer le loyer, construire une grille des programmes, se faire connaître, autant d'obstacles surmontables quand on est comme eux avec la pêche des pionniers. Et en matière de militance, ces bons p'tits gars n'ont pas grand-chose à nous apprendre, bien au contraire. Nom d'un pétard mouillé, n'en v'la d'la belle jeunesse.

Alors pour les joindre : Radio Transparence, 46, rue de la République, Saint-Girons.

La fréquence ? 97,3 MHz.

Cette radio associative émet également sous la même appellation (107,0 MHz) à Foix au 4, rue du Mercadal 09 000 Foix. E-Mail : radio.transparence@wanadoo.fr à l'attention de Radio Transparence Saint-Girons, Serge ou Dominique.

Lavelanet, Auterive, Castelnau-d'Aud, Castres, Muret et Cazères (93,7 MHz) et à Pamiers (95,0 MHz).

Alors à tous ceux et toutes celles du Sud-Ouest et d'ailleurs qui nous lisent, un petit coup de main pour cette équipe qui en a bien besoin.

Radio Libertaire, pour sa part, va leur envoyer des émissions en attendant qu'ils viennent nous voir et nous expliquent en direct leur expérience.

Bon courage et solidarité,

Jipé

La misère engraisse la haine et le racisme

égalité

économique et sociale

FÉDÉRATION ANARCHISTE ★ 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

Brésil

São Vicente : projet d'éducation libertaire en danger

DANS le quartier Catarina de Moraes, le « projet de cours préparatoire au vestibular » (concours d'entrée à l'université), s'est ouvert à São Vicente (SP). Il a été créé à l'initiative de professeurs libertaires appartenant au Collectif alternative verte (CAVE), qui appliquent des principes d'éducation antiautoritaires. Cependant, le hangar, appelé Sá Catarina de Moraes, où est dispensé ce cours, propriété publique appartenant à la préfecture municipale de São Vicente, est en très mauvais état. Et cette préfecture menace d'expulser élèves et professeurs et de supprimer le cours, alléguant que des travaux de rénovation du hangar commenceront sous quarante jours et qu'elle ne dispose d'aucun autre espace public à mettre à la disposition du projet.

Bárbara M. Baltazar, une des animatrices, explique que ce projet éducatif a débuté le 19 janvier 2002 avec onze professeurs. Des cours dans toutes les matières nécessaires au concours d'entrée à l'université y sont donnés : littérature, anglais, portugais, mathématiques, géographie, histoire, physique, chimie et biologie. Les professeurs, non rémunérés, se définissent comme libertaires. Le but du projet est de former des individus critiques, en appliquant une méthode différente de celle utilisée habituellement dans une salle de classe. La classe participe au développement du cours. Les enseignants essaient d'insérer l'étude des matières dans le contexte de la vie de leurs élèves.

Ces élèves, la plupart en difficultés, au nombre de vingt-cinq, sont recrutés sur des bases socio-économiques. Certains élèves viennent de familles qui ont des revenus de très bas niveau. Il n'y a pas de limite d'âge pour les élèves. Il faut juste posséder un niveau de second cycle, et savoir lire et écrire. En plus de ces cours, il y a des cours d'italien tous les vendredis. Ce projet est prévu pour durer deux ans, aussi bien le cours préparatoire que le cours d'italien.

L'école est située au numéro 7 de la rue Leonardo Nunes, à São Vicente, et a lieu tous les samedis de 9 heures à 18 heures, avec une pause de deux heures pour le déjeuner, à partir de midi. Le hangar où se déroule cette expérience pédagogique populaire tombe en morceaux. La préfecture veut reprendre ce local où des élèves ont déjà attrapé des maladies dues aux gouttières. D'autre part, l'école a besoin d'abonnements pour le transport des professeurs, de matériel didactique, de livres, de cahiers, de crayons, de matériel paradidactique, d'un meilleur local pour la bibliothèque. La préfecture municipale de São Vicente a fourni un tableau noir, quelques craies et des pupitres en mauvais état, et c'est tout. L'école est aidée par la communauté locale. Si elle acquiert un ordinateur, elle pourra y dispenser des cours d'informatique. Mais l'avenir reste incertain.

Contacts : Bárbara à varsovia82@hotmail.com ou Moésio à moesillo@aol.com

Source : M. Rebouças et Mrs Ana Trad. : Relations internationales FA

LA revendication la plus actuelle des bretonnant(e)s est l'intégration de Diwan à l'Éducation nationale, en lui accordant un statut de service public régional. À la lumière de la position

globale de l'union régionale bretonne de la Fédération anarchiste sur les problèmes de bretonnitude, il apparaît que nous ne pouvons pas à l'heure actuelle nous prononcer pour ou contre cette revendication.

Celle-ci nous semble transverse à notre démarche révolutionnaire, et répondre par un simple oui ou non à cette question reviendrait à cautionner des enjeux que nous ne voulons pas cautionner.

On peut se demander, lorsque Diwan revendique son intégration s'il s'agit vraiment d'une revendication de service public qui réponde aux demandes des usagers ou s'il ne faut pas y voir un moyen de détourner la loi Falloux sur les financements des établissements scolaires privés?

Du point de vue de l'État, nous sommes persuadés que celui-ci accepte l'intégration car il y voit un moyen de contrôler le mouvement « indépendantiste breton ». En institutionnalisant Diwan, il officialiserait une unique sorte de contestation, ce qui lui permettrait ainsi de considérer comme terrorisme toutes les autres formes de luttes bretonnantes qui ne souhaitent pas s'intégrer à Diwan.

Du point de vue des patrons, il s'agit là de surfer sur une revendication identitaire pour arriver à casser la notion de service public et enfin pouvoir s'approprier le formidable marché de l'Éducation sur lequel ils lorgnent depuis des années.

De plus nous estimons que Diwan est un regroupement de personnes sur le plus petit

À propos de Diwan

facteur commun, c'est-à-dire la langue et la culture bretonne, et concernant la question de la pédagogie et des buts de l'École, qu'il n'y a aucune unité au sein de Diwan.

Quelle est l'attitude de Diwan face à l'échec

les gens parlent majoritairement français) est trop compliqué pour l'élève?

L'École est-elle considérée comme un lieu d'épanouissement pour l'enfant? Ou une façon de sélectionner des élites? En d'autres termes, l'enseignement se concentre-t-il sur l'enfant (le « contenant ») ou sur le programme (le contenu)?

La pédagogie est-elle frontale (cours magistral et soumission des élèves) ou anti-autoritaire? La FA n'a jamais entendu Diwan prendre position sur ces questions. Or, ce sont ces réponses que nous attendons avant de soutenir ou non Diwan. Les militant(e)s de la FA soutiennent les pédagogies alternatives, tant au sein de l'institution étatique Éducation nationale (classes Freinet, collèges et lycées expérimentaux)

que dans le monde « privé » et totalement indépendant de l'État (sous réserve évidemment que ces expériences privées soient dans un esprit laïc et gratuit, comme Bonaventure par exemple). Il ne fait aucun doute que, si Diwan se prononce sur ces questions d'ordre pédagogique, en faveur des pédagogies dites anti-autoritaires, pour l'épanouissement des élèves et contre la sélection, alors la FA soutiendra son existence et ses revendications.

**Groupe CRABES
de Quimper
de la Fédération anarchiste**



Anarchisme, cultures, nations

C'EST à la lumière des principes fondateurs de l'anarchisme que nous pouvons aborder clairement les questions culturelles ou identitaires. L'anarchisme se fonde sur trois revendications majeures : la liberté des individus, l'égalité économique et sociale et l'entraide. Le fonctionnement anarchiste d'une société repose donc sur la libre association des individus qui la composent, l'efficacité étant garantie par la pratique fédéraliste.

D'une part, la libre association contient le droit sans équivoque de chacune et de chacun à se reconnaître, partiellement ou complètement, dans des affinités ou des pratiques collectives, qu'elles soient culturelles, politiques, intellectuelles ou autres. Ces affinités et pratiques peuvent s'exercer sur les bases géographiques qu'elles se choisissent. Cette liberté inclut, comme toutes les libertés, les conditions de son exercice effectif ; cela comprend donc le droit à l'usage des langues qu'elles soient et la possibilité effective d'apprendre ces langues, notamment au sein de l'école publique.

Le même principe de liberté individuelle contient aussi le droit de chacun(e) à forger sa

propre identité, sans être contraint(e) par une pseudo-identité collective, qu'elle se pare des oripeaux de la culture ou de la nation. Il est important de développer une ou des langues communes qui ne soient pas une ou des langues de domination qui privilégient un groupe particulier. Cette ou ces langues, qui pourraient être l'esperanto ou un langage de signes, doivent permettre la compréhension et la solidarité entre tous les groupes humains.

D'autre part, au nom de nos principes anarchistes, nous ne pouvons que condamner la politique de l'État français de répression des cultures et des langues dites minoritaires, menée pendant des décennies. De même, il est nécessaire de résister à l'instrumentalisation de la culture, de la langue et du sentiment identitaire orchestrés, via les médias régionaux, par les bourgeoisies locales (comme l'institut de Locarn) et les organisations politiques qui s'en servent pour maintenir la paix sociale et finalement l'oppression de classe. Il faut distinguer les résistances à des oppressions subies par des populations et les tentatives par les mouvements nationalistes de canaliser ces résistances dans une finalité de prise de pouvoir et de construction d'un État.

De plus, les libertaires sont conscient(e)s que les phénomènes collectifs, les cultures, peuvent être vecteurs d'idées réactionnaires : s'il nous arrive de nous inscrire individuellement, ou collectivement, dans des courants culturels, nous en dénonçons donc les éventuels aspects autoritaires et tâchons d'y promouvoir nos idées, et d'y faire avancer nos luttes pour une société solidaire.

Enfin, nous ne confondons pas culture, nation et État. Les anarchistes sont internationalistes ou anationalistes, refusent qu'on leur affuble une nationalité et luttent contre l'État. Vouloir, sous prétexte culturel, religieux, ethnique, créer un territoire autour d'un État national ou régional revient nécessairement au niveau politique et économique à reproduire la société de classes et d'oppression, et au niveau culturel à reproduire à moindre échelle le mode de domination que nous dénonçons pour tout État, à commencer par l'État français. Nous, anarchistes, défendons le fédéralisme libertaire qui permettra, en même temps que de résister à la mondialisation capitaliste, le développement d'une société égalitaire et émancipée et le libre épanouissement des individus. C'est dans cette perspective que nos différences, notamment culturelles, permettront l'enrichissement mutuel de chacune et chacun d'entre nous.

**Union régionale Bretagne
de la Fédération anarchiste**

Les forces antifascistes italiennes

La Lotta umana,

n° 6, 22 décembre 1922

LES QUATRE cinquièmes de la force du fascisme sont dus à sa conquête du pouvoir. Il a de son côté: la monarchie, l'armée, la grosse bourgeoisie agrarienne et une grande partie de la bourgeoisie industrielle, le haut clergé (avec le consentement du Vatican), les jésuites, la police. Il dispose, en outre, de ses forces distinctes: environ trente mille chemises noires armées et équipées, ses très nombreuses créatures infiltrées dans tous les rouages de l'État et de la magistrature, sa police de parti, la presse qui lui est – de gré ou de force – presque entièrement asservie, les fonctionnaires du parti et des syndicats et, toujours en réserve, l'utilisation des violences illégales du *squadrista*.

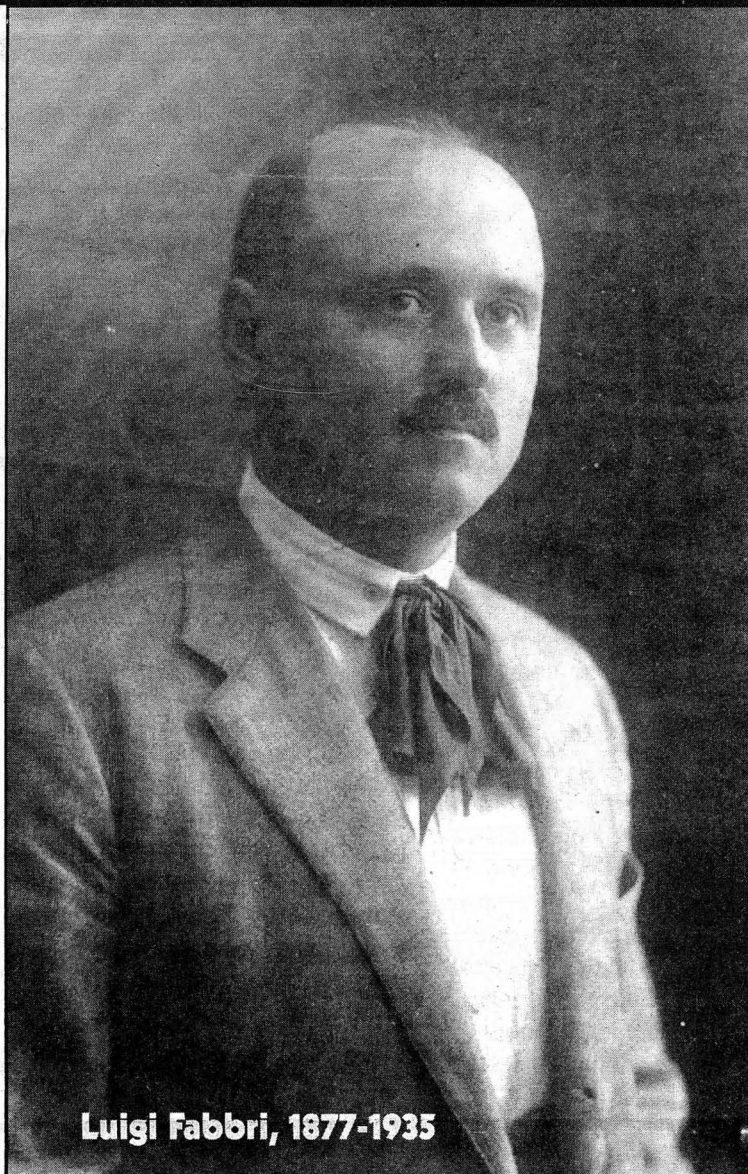
À tout cela, il faut ajouter – et il ne s'agit malheureusement pas de son atout le plus négligeable – la foule innombrable de ceux qui, sans opinion, se rangent toujours du côté du plus fort. C'est, en général, cette tendance à accepter le fait accompli, même chez beaucoup de ceux qui y sont intimement opposés mais qui ne veulent pas d'histoires, qui permet en définitive à n'importe quel régime, pour infâme qu'il soit, de se consolider et de se maintenir plus longtemps que prévu. Et c'est la crainte de voir ses intérêts, anciens ou nouveaux, dérangés ou remis en cause par des nouvelles secousses qui pousse aujourd'hui nombre de personnes à accepter le fascisme; c'est-à-dire ce même besoin de tranquillité qui pouvait en faire, hier, des adversaires.

Quelles sont les forces qui s'opposent à celles – qu'il ne faut pas sous-estimer – du fascisme ?

Faisons abstraction des forces que l'on pourrait qualifier de « naturelles », indépendantes de la volonté de fascisme ou de l'antifascisme: la crise économique, une situation internationale confuse, la dégénérescence propre à tout parti au pouvoir, surtout s'il échappe à tout contrôle, le mécontentement et la mauvaise humeur inévitable des ambitions et des intérêts déçus, etc. Nous faisons référence aux forces antifascistes « volontaires », c'est-à-dire mues par un propos délibéré de renverser la tyrannie fasciste en bloc.

Parmi celles-ci, les plus négligeables sont celles composées de ces individus sans suivi, épaves du vieux régime conservateur monarchiste ou bien ex-fascistes en colère contre le fascisme à cause de rivalités, de jalousies et de haines personnelles. Inutile d'en parler. [...]

Il y a ensuite, parmi les oppositions possédant une certaine importance, bien que faible, la



Luigi Fabbri, 1877-1935

démocratie bourgeoise; démocratie que l'on peut qualifier « d'historique », devenue adversaire du fascisme quand ce dernier s'est révélé être absolutiste, anticonstitutionnel et antilibéral. Elle rêve encore d'une sorte de restauration antifasciste par des voies légales ou à l'aide de forces d'origine capitaliste, légitimiste et militaire. [...]

Quelque chose d'analogue peut être dit à propos de ce qui fut le Parti populaire et démocratique chrétien, même si, en Italie, il y a encore, surtout dans les campagnes, de nombreux éléments qui restent opposés au régime. Leur qualité de catholiques, cependant, suffit à ôter toute énergie à une opposition déjà si docile, purement passive et faisant, en outre, très rarement parler d'elle. Et cela, non seulement parce que la religion catholique ordonne d'obéir aux autorités établies même si elles sont exécrables (*etiam discolors*), mais surtout parce que le haut clergé, les jésuites, le pape appuient officiellement le fascisme; cela suffit à désarmer et à faire taire tous les catholiques ayant des velléités de résistance.

Populaires catholiques et libéraux démocratiques commettent de surcroît la grave faute de parler du fascisme comme si celui-ci avait commencé en juin 1924 avec l'assassinat de Matteotti; par conséquent, tout leur programme se limite au « rétablissement des

libertés démocratiques et parlementaires », en oubliant que le fascisme est justement – outre le fruit de l'hégémonie de classe du capitalisme – un dérivé logique d'un demi-siècle de dégénérescence de la démocratie parlementaire. Ils oublient aussi trop facilement avoir été eux-mêmes, pendant quatre ans, les alliés et les complices du fascisme et que, sans eux, le fascisme n'aurait pas gagné. Et c'est justement le parlementarisme démocratique et populaire, omniprésent jusqu'en 1922 – et encore puissant jusqu'à la fin de 1924 –, qui a fourni au fascisme toutes les armes et toutes les voix pour vaincre. [...]

Quelles sont ces forces, ces partis et mouvements « subversifs » qui pourraient mener une action antifasciste en mesure de terrasser le fascisme ?

Selon moi, ces forces sont celles qui, en puisant leurs énergies et leurs moyens au milieu du prolétariat, au milieu du peuple qui travaille et souffre, non seulement sont hostiles au fascisme mais dépassent – plus ou moins – par leurs programmes et leurs aspirations l'état de choses d'avant le fascisme; des forces qui nient, d'une manière ou d'une autre, les institutions qui ont profité au fascisme ou dont celui-ci a su profiter; des forces enfin qui se dressent contre

la monarchie et la ploutocratie, préexistantes au fascisme mais principales génitrices et raison d'être de ce dernier.

Ces forces peuvent être classées, d'après leur éloignement des institutions constitutionnelles monarchistes, à peu près de la manière suivante: parti socialiste unitaire ou réformiste, parti républicain, parti socialiste maximaliste, parti communiste, parti anarchiste. J'utilise ici le mot « parti » dans un sens très large qui désigne tous les adhérents de chaque courant – y compris les personnes faisant partie de ces organisations ouvrières dont l'orientation s'accorde avec celle de leur parti – et tous les groupes et individus, qu'ils soient organisés ou non.

Ces partis sont ceux qui existaient dans la péninsule jusqu'en 1926. Comme j'ai eu l'occasion de le dire dans mon précédent article, je ne nie ni le droit à l'existence aux différents partis ni qu'ils puissent accomplir une fonction utile dans le mouvement social; il me semble toutefois que, déjà en Italie, au moins à partir de 1922, leur composition ne convenait plus aux nécessités de la lutte politique et que leurs divisions ne correspondaient plus à des différences d'idées ou de programme, bien tranchées. Aujourd'hui, à l'étranger, le nombre de partis au sein de l'émigration apparaît encore plus excessif, superflu et donc nuisible.

Je ne distingue plus, par exemple, une véritable ligne de démarcation entre les partis républicain, socialiste-réformiste et socialiste maximaliste. Y a-t-il encore quelque chose, au sein du parti social-réformiste (unitaire), qui s'illusionne sur la possibilité de mener une politique socialiste active avec un régime monarchiste et qui donc n'estime pas nécessaire que le mouvement socialiste ait à se prononcer sur le problème institutionnel? Y a-t-il encore, au sein du parti républicain, quelqu'un qui s'illusionne de pouvoir animer un mouvement populaire et à base ouvrière contre la monarchie sans attaquer le monopole capitaliste, ou bien qui ne pense pas que la révolution italienne doit avoir un caractère largement social? Je ne peux le croire, mais s'il y en a, ils sont en dehors de la réalité antifasciste en gestation; ces socialistes et ces républicains antédiluviens, même sincères, se situeraient sur le même terrain que les démocrates et les populaires dont j'ai déjà parlé, et leur place serait parmi eux, condamnés à la même impuissance et à la même efficacité très limitée. [...]

Mieux vaudrait la constitution d'un seul parti socialiste, démocratique et républicain

Mais revenons au parti maximaliste. Celui-ci possède, parmi les trois, les tendances socialistes et antimonarchistes les plus affirmées; toutefois, en restant démocrate (sinon il pourrait se dire soit communiste, soit anarchiste), il est le parti le plus exposé aux contradictions. Or, pour pouvoir y mettre un terme, il devrait se séparer de ces éléments aux tendances communistes et dictatoriales les plus prononcées – et donc antidémocratiques – qui constituent en son sein une minorité non négligeable, cause de contradictions et donc d'immobilisme. Une fois cette séparation accomplie, il y aurait encore moins de raisons pour lui de ne pas se fondre avec les deux autres formations pour constituer un seul parti socialiste, démocratique et républicain.

Peut-être certains trouveront risibles mes projets de réforme concernant des partis qui sont parmi les plus éloignés de mon anarchisme, comme si je bâtissais des châteaux en Espagne. Cela dit, si je m'en tiens aux affirmations des journaux de ces trois formations – mis à part des petites questions de personne ou des problèmes négligeables –, moi qui suis éloigné de toutes les trois, je peux, peut-être à cause justement de mon éloignement, mieux me rendre compte qu'elles parlent à peu près le même langage. Et puis, si l'on côtoie les partisans les plus effacés, les travailleurs qui suivent ces trois drapeaux, on se rend compte encore davantage de la communauté non seulement de leurs aspirations générales mais aussi de leurs desiderata particuliers et pratiques dans un sens démocratique, socialiste et républicain. Je parle, bien évidemment, des éléments effacés mais conscients qui militent dans ces partis en connaissance de cause et en acceptant consciemment leurs programmes.

Mes anticipations ne comptent guère. Et pourtant, si ces trois partis pouvaient par un effort de volonté se transformer et constituer une seule formation, leur efficacité antifasciste serait bien plus grande; ainsi, le moindre morcellement des forces prolétariennes et populaires ramènerait une plus grande confiance chez leurs partisans et éliminerait quantité de frictions qui, sans utilité aucune, gâchent et gaspillent nombre d'énergies.

Restent les deux autres mouvements: communiste et anarchiste dont nous parlerons une autre fois.

Luigi Fabbri

« Une étincelle dans la nuit »

LA CHUTE du chah d'Iran et sa mort ont pu être bien accueillies dans un premier temps par ceux qui déchantèrent par la suite quand il fut remplacé par l'imam Khomeini et sa clique de mollahs: fanatisme, dogmatisme religieux et intégrisme firent alors la vitrine du pays et la une des journaux.

Vision simpliste que tente de contrer et de corriger Serge Bricianer (1923-1997) en chaussant ses lunettes de conseiller marxiste. Marxiste critique qui écrit à propos de Marx: « Ce qui me semble dépassé chez ce penseur du siècle dernier: la perspective d'une émancipation humaine réalisée par le truchement de partis parlementaires et de syndicats ouvriers... » Les compagnons anarchistes ouverts à d'autres outils que les leurs pour la compréhension du monde (afin de le transformer), et pour autant soucieux de ne pas s'égayer sur des voies qui ont déjà montré leurs effets mortifères, prendront pourtant intérêt à cette analyse de la révolution iranienne de 1978-1979.

Bricianer décortique une société qui, bien que marquée au plus profond par le fait religieux, n'a pas empêché la classe ouvrière (les ouvriers d'industrie représentaient quelque 25 % de la population active en 1977) de jouer un rôle de première importance dans le déroulement de l'action, en particulier en menant une grève générale de six mois, sans l'aval des syndicats ni celui des partis de gauche, et qui conduisit à l'effondrement du pouvoir central, permettant ainsi l'émergence de ces organismes de base, nommés comités ou conseils, qui, par la suite, furent vidés de leur substance quand les mollahs les occupèrent. En d'autres endroits du monde et en d'autres temps, ce détournement fut opéré par les marxistes-léninistes, les sociaux-démocrates et tous les ennemis de la démocratie directe. « Le système des conseils, nouveau principe d'organisation et de gestion de la société, oppose l'idée d'association des agents productifs, sur la base de la production et des lieux de production, à l'idée de commune politique, pierre angulaire de l'économie privée et donc aussi de la société capitaliste. »

Ce texte, achevé, n'est qu'une partie d'un ouvrage inachevé tout entier consacré à l'islam que la mort de Serge empêcha de mener à son terme. On trouvera l'ensemble sur le site www.u-paris10.fr/bdiel/ avec une bibliographie et la biographie de Serge Bricianer.

Après avoir proposé des clés pour comprendre les pays d'islam et décrit une situation bloquée par l'emprise des religieux, il montre des

sociétés en voie d'explosion qui tentent désespérément de se délivrer du terrorisme financier occidental et de l'emprise de leurs propres exploiters et dominants; tentatives aussitôt endiguées par des répressions féroces.

Les Occidentaux stupéfaits et bouleversés, surtout après les attentats du 11 septembre, se plaisent à décrire les fondamentalistes religieux comme hostiles à la modernisation économique et technique alors qu'ils ne sont qu'opposés à toute remise en cause de leur pouvoir spirituel, et matériel, sur les individus qui se libèrent de la communauté traditionnelle. En fait, Khomeini et les siens défendirent des positions nationalistes et populistes en conflit avec l'impérialisme occidental.

Pour Bricianer, l'essentiel de ce que l'on a appelé la Révolution iranienne se situe dans le fait qu'une forte composante ouvrière et urbaine ait choisi de s'engouffrer dans la brèche ainsi ouverte pour la radicaliser par le biais de l'idée moderne des « conseils ».

« De même sont-ils [les conseils] apparus eux aussi dans une phase de relâchement forcé du pouvoir d'État et de déconsidération des syndicats. De même encore ont-ils été très vite repris en main, dévitalisés, d'abord par des organes à base territoire (*sic*), les comités islamiques de quartier, qui rassemblaient sous la houlette des prêtres activistes la masse des marginaux sans objectifs définis, peuplant les ceintures de pauvreté des grandes villes. »

Bricianer n'a pas le fétichisme de ce concept organisationnel, mais il y voit le lieu où s'unit action économique et action politique. Il n'aurait pas été d'accord, sans doute, sinon en y apportant de multiples nuances, du parallélisme que nous pourrions faire en évoquant une autre union réalisée, elle, par les acteurs de la Révolution espagnole de 1936 qui dans sa créativité, sociale avait elle aussi montré qu'elle avait su associer deux mouvements: l'anarchosyndicalisme et le communalisme, les syndicats et l'union locale, etc.

Les spécialistes de l'action politique comme les permanents syndicaux spécialisés de l'économie nous confisquent un pouvoir que trop souvent nous leur avons abandonné malgré nous, trop faibles que nous sommes pour leur enlever et le garder.

André
Groupe de Montreuil

Serge Bricianer, *Une étincelle dans la nuit, islam et révolution en Iran (1978-1979)*, Abirato, 2002, 78 p., 6 euros.

La Commune à Noumeah

*Avez-vous le cœur tendre
Des mouchoirs prenez-les
Car vous allez entendre
Chanter en dix-couplets
L'Histoire mes amis
De la Commune de Paris.*
(La Commune de Nouméah)

Fin mai 1871, la Commune de Paris a vécu. Les rues de la capitale résonnent encore des cris des Fédérés sommairement assassinés, dont les bras dépassent par endroits du pavé parisien. On ignore encore aujourd'hui le nombre de morts – aux alentours de trente mille.

Ceux-là se tairont à jamais. L'armée de Thiers fusille sans jugement, arrête quarante mille personnes. Les prisonniers sont transférés à Versailles, où ils sont jugés, et condamnés à mort, à la prison ou à la déportation.

Parmi les déportés, quatre mille se retrouveront en Nouvelle-Calédonie. Le livre de Virginie Buisson, *Lettres retenues. Correspondances censurées des déportés de la Commune en Nouvelle-Calédonie* (Le Cherche midi éditeur, Paris, 2001), témoigne de ce que fut la vie de ces déportés, à travers des lettres qui, retenues par la censure, n'arrivèrent jamais à leurs destinataires. La première partie du spectacle nous en donne un aperçu. Reflets de ces vies brisées, interrompues après une insurrection porteuse d'espoirs, ces lettres nous disent aussi la douleur de l'exil et la difficulté à se faire entendre.

Car la répression n'est que le début d'une longue tentative pour effacer la Commune. Et pourtant, « elle n'est pas morte », et continue à vivre à travers des chansons, des romans, des mémoires, des pièces de théâtre. Pour répondre

aux mensonges de l'histoire « officielle », les communards mettent en scène la Commune, afin de témoigner. Le besoin de justifier, d'expliquer, de valoriser les événements est d'autant plus fort que l'expérience est déformée par les

l'entendre aujourd'hui à l'Espace Louise Michel.

Le drame de la Commune va se rejouer devant nos yeux, mais avec un traitement comique cette fois-ci, entre Taille-la-plume, un droit commun du Second Empire qui s'est enfui du bagne en se déguisant en sauvage, et Mal-Tombe, un communard déporté.

Il s'agit, dans la pure tradition du théâtre de boulevard français, d'un « vaudeville en un acte », comme les auteurs le nomment, avec quiproquo, révélation, coup de théâtre – et beaucoup de chansons. C'est en chanson que se racontera la Commune de Paris, et sur plusieurs timbres différents, comme pour mieux refléter ses dissonances internes.

Blague de prisonniers que menace l'exil, la pièce porte en elle une énorme charge subversive par le rire qu'elle parvient à susciter, et par sa liberté de ton. C'est son discours toujours critique, extrêmement lucide, paradoxalement actuel, qui nous rend cette Commune extrêmement proche, présente. À l'époque même où le parti de l'ordre forme le projet de construire le Sacré-Cœur, pour expier les crimes de la Commune, les personnages de la pièce, eux, suggèrent d'élever, en guise de monument, une « statue en pain d'épice » à l'effigie de Thiers (le « nabot malfaisant »), afin de la manger selon le rite cannibale qu'on imagine bien établi en Nouvelle-Calédonie!

Drame pour rire, pied-de-nez aux Versaillais et aux gardes-chiourmes, cette pièce est d'abord un défi à tous les vainqueurs.

Les rêveurs s'entêtent

*Le Théâtre la Balancelle
Les Rêveurs s'entêtent*

présentent

La Commune à Noumeah
*vaudeville en un acte
de Cavalier dit « Pipe en Bois »*

*Les 29-30-31 mai à 20h30,
6-7-8 juin à 20h30, et 9 juin à
16 heures.*

*Espace Louise-Michel
42^{ème}, rue des Cascades – Paris 20^{ème}
Métro Pyrénées – Bus 26.*

*Réservation obligatoire au
01 45 26 50 89*

vainqueurs: la Commune devient un symbole.

Parmi les quelque quatre mille communards condamnés à la déportation, cinq prisonniers attendent leur départ pour la Nouvelle-Calédonie. Ils se trouvent dans la prison de Fort-Boyard, dernière escale avant l'embarquement. Que faire, sinon imaginer la vie qui les attend là-bas? Ils décident de monter une pièce de théâtre. Georges Cavalier, dit « Pipe en bois » (ami de Vallès), écrit le texte. Henri Rochefort (le célèbre journaliste opposant à l'Empire), sans doute, le met en scène. Deux autres prisonniers, Montel et Ségas le jouent. Et Pierre Pirotte transcrit le texte – c'est grâce à lui que vous pouvez



16 mai 1871, après la chute de la colonne Vendôme

Guerre sainte et guerre froide :

l'alliance de la CIA et du jihad

CIA ET JIHAD 1950-2001¹ est la traduction, mise à jour, du livre *Unholy Wars: Afghanistan, America and International Terrorism*, de John K. Cooley, où ce journaliste américain relate l'histoire de l'enlèvement de l'ex-URSS en Afghanistan et montre les liaisons multiples qui permirent la déroute de la puissance « soviétique », suivie, comme on sait, de l'effondrement du régime issu de la révolution d'Octobre. S'il est centré sur la période de la guerre d'Afghanistan proprement dite (1979-1989), le texte n'en évoque pas moins les années qui la précéderent – avec les premiers contacts entre les puissances occidentales et les mouvements islamistes, perçus comme des alliés possibles dans la lutte contre les « socialismes arabes » soutenus par le « communisme international » – et celles qui l'ont suivie, marquées par les effets en chaîne de la stratégie mise en œuvre par l'administration américaine.

S'agissant de l'entrée en guerre de l'Union soviétique, Cooley rappelle cette étonnante déclaration de Zbigniew Brzezinski qui, à contre-courant de la version admise jusque-là – à savoir que les États-Unis n'auraient décidé d'appuyer la résistance afghane contre l'URSS qu'à la fin 1979, après l'invasion des troupes « soviétiques » –, avoua au magazine de la « gauche divine » française que le principe de cette aide avait été autorisé six mois avant, en vue d'attirer l'URSS dans un piège et de lui donner « sa guerre du Vietnam », pour reprendre les termes d'une lettre adressée par le même Z. Brzezinski au président Carter. L'auteur montre la formation rapide, autour des États-Unis, d'une grande coalition de soutien au jihad afghan, où entrèrent la Grande-Bretagne de M^{me} Thatcher, mais aussi la France ou l'Iran, et peut-être l'État d'Israël, bien que, à en croire l'auteur, seuls des « témoignages vagues » étayent cette dernière hypothèse.

Il décrit avec force détails l'organisation matérielle de la « croisade » anti-russe, depuis le recrutement des combattants au Pakistan ou dans les régions tribales d'Afghanistan, et plus largement au sein du monde musulman, par l'entremise d'organisations religieuses et caritatives islamiques – notamment le Tablighi Jamaat, actif dans de nombreux pays, dont la France –, jusqu'au processus de formation, que le journaliste compare à une pyramide inversée où la CIA forme les formateurs, pour la plupart des officiers pakistanais, qui se chargent à leur tour de préparer à la bataille la masse des moudjahidin. Le journaliste donne quelques indications fort éclairantes sur le financement de la guerre, assuré par le « budget noir » de l'État américain, déjà mis à contribution pour mener ses guerres secrètes en Amérique centrale, mais aussi par l'Arabie Saoudite et quelques « fanatiques multimilliardaires », dont Oussama ben

Laden, qui parvint à recruter des milliers de mercenaires arabes.

John K. Cooley consacre un chapitre entier à l'analyse du rôle de la drogue dans le jihad afghan, laquelle servit tant au financement de l'effort de guerre des « combattants de la liberté » qu'à la démoralisation des soldats de l'Armée rouge. D'après lui, c'est le chef des services secrets français, le comte Alexandre de Marenches, qui aurait suggéré à Reagan d'utiliser la drogue saisie par les services américains (la Drug Enforcement Administration, le FBI, les douanes, etc.) pour la revendre discrètement aux soldats russes, comme les Viêt-cong l'avaient fait avec l'armée américaine au Vietnam. Les résultats allèrent au-delà de tout ce que pouvaient en attendre nos fins stratèges, et si la drogue frappa rudement les troupes russes, elle n'épargna ni les gens de la région – qu'on en juge: il n'y avait pratiquement aucun drogué au Pakistan avant le jihad; en 1997, on en comptait 1,7 million, dont 200 000 enfants –, ni ceux des pays développés: l'auteur remarque que « depuis la fin de la guerre afghane, le nombre des morts dues à l'héroïne a augmenté de 100 % en Amérique du Nord ».

Les chocs en retour de cette stratégie ne s'arrêtèrent cependant pas là. L'auteur retrace l'extension qu'ils prirent dans le monde musulman, où, sitôt revenus chez eux, les vétérans de la guerre afghane se mirent à la tête de groupes terroristes, depuis le al-Gama'a al-Islamiya égyptien jusqu'aux GIA algériens, en reprenant à leur compte certaines des méthodes les plus barbares pratiquées dans le cadre du jihad afghan de 1979-1989. De même, le retour des mercenaires philippins² au pays coïncida avec la radicalisation du mouvement séparatiste musulman dans les îles du Sud, qui se traduisit par l'apparition d'une organisation armée beaucoup plus agressive que le FMLN (Front moro de libération nationale), le Front moro de libération islamique (FMLI), lequel rejeta l'accord de paix signé par le premier avec Cory Aquino. Dès le début des années 90, les membres du groupe Abu Sayaf, proche du FMLI, lancèrent une campagne d'actions violentes contre les touristes ou la population chrétienne de l'archipel: « les spécialités du groupe, précise l'auteur, sont restées les mêmes



qu'en Afghanistan: attentats, assassinats, enlèvements et extorsions de fonds auprès des entreprises et des magnats qui refusent de coopérer spontanément ».

Enfin, la boucle est bouclée avec l'assaut mené contre les États-Unis mêmes par leurs alliés d'hier, qui, en 1993, vont s'attaquer une première fois au World Trade Center, « prélude inabouti et cependant mortel à la destruction des tours jumelles lors du massacre de septembre 2001 ». Comble d'ironie: non seulement les attentats sont le fait du réseau des vétérans afghans bientôt connu sous le nom d'Al Qaida, mais en outre la bombe qui a servi à l'attentat de février 1993 contre le World Trade Center a été fabriquée selon une formule enseignée dans les manuels de la CIA, ces mêmes manuels utilisés par les islamistes algériens ou égyptiens.

On aura compris que le livre *CIA et jihad 1950-2001* – qui s'ouvre par une préface de l'intellectuel palestinien Edward Saïd – peut

être regardé, d'ores et déjà, comme une des analyses les plus lucides de la politique étrangère des États-Unis³ (et de ses États-clients) aux derniers temps de la guerre froide. Il constitue, par la même occasion, la mise en lumière la plus cruelle et la plus dure dénonciation des ravages exercés par une (dé)raison d'État dont l'irrationalité et la barbarie ne furent jamais plus évidents qu'au cours du siècle passé.

Miguel Chueca

1. John K. Cooley, *CIA et jihad 1950-2001. Contre l'URSS, une désastreuse alliance*, éditions Autrement, 2002, 288 pages, 19,95 euros.

2. Il s'agit du groupe dit d'Abu Sayyaf, d'après le nom du chef d'un des sept grands groupes de moudjahidin qui avaient combattu l'Armée rouge.

3. John K. Cooley (ou son traducteur) parle, à propos de son livre, de « catalogue des bêtises historiques de la politique américaine ». Ce n'est pas exactement, il me semble, le mot qui convient.

C'EST pas très récent mais ça vaut vraiment le coup, « Strong coffee and cheap romances » est une compilation d'histoires tirées du fanzine *Rad Party*. Expériences amoureuses plus ou moins malheureuses, souvenirs de concerts ratés ou fameux, chroniques de tournées semées d'embûches et de rencontres, ce recueil est une sorte de carnet de voyage dans la vie de Steph (le rédacteur), mouvementée, imprévisible, douloureuse parfois, mais toujours d'une richesse incroyable. Instantanés chargés d'émotions sur le passé d'un sacré activiste de la scène punk et underground, où la musique occupe une place au moins aussi importante que la liberté. Disponible contre 1,50 euros (sans doute) et quelques timbres chez Small Budget Productions, BP 07, 78110 Le Vésinet cedex (profitez-en pour demander le catalogue de l'asso, plein de bonnes surprises du même genre).

En vrac

L'ASSO KLACK! anime le seul bar autogéré de Nice (le foyer Valrose), qui existe depuis une vingtaine d'années. Maintenant que le lieu s'est un peu stabilisé (tout en restant clandestin), les copains et copines essaient de varier les plaisirs en organisant une fanzinothèque. Initiative louable et prometteuse, qu'on soutient en reproduisant ici leur appel. Klack! cherche des publications pour créer et enrichir ce fonds, donc si vous êtes rédacteur/trice, éditeur/trice, si vous scribouillez et photocopiez des petites choses, n'hésitez pas à leur en envoyer un, voire plusieurs exemplaires. Klack! 28, avenue Valrose, parc Valrose, 06108 Nice CEDEX 2.

SIGNALONS ENFIN la sortie du cinquième numéro de *Reason to believe*, qui comme son nom l'indique est

écrit dans la langue de Shakespeare. Sobrement sous-titrée DIY hardcore punk zine (zine punk hardcore autogéré), cette publication trimestrielle, extrêmement bien éditée, affiche un sommaire des plus alléchants: interview des activistes d'Emmaz (espace autogéré basé à Londres), un intéressant article sur l'action directe dans nos actes quotidiens, une présentation détaillée de l'Anarchist Federation, un témoignage sur le mouvement alternatif chinois, un dossier (lumineux et sans complaisance) sur la distribution alternative des productions punks, un autre sur les squats européens, et encore plein d'autres choses... Une de mes lectures de chevet en ce moment. C'est gratuit si vous avez la chance de le trouver dans une bonne crèmerie, sinon c'est 2 euros bien planqués chez *Reason to Believe zine*, c/o 145-149 Cardigan Road, Leeds, LS6 1LJ, Grande-Bretagne.

Parents, écoutez la voix de votre jeunesse !

DÈS LE SOIR du résultat des élections du premier tour, des manifestations spontanées ont eu lieu dans plusieurs villes et, dès le lundi, les étudiants, lycéens, collégiens ont pris le chemin de la rue pour crier leur refus du racisme et de la menace fasciste.

Un choc générationnel

Le climat familial doit être tendu ces derniers temps entre parents ayant voté Le Pen et enfants descendant dans les rues.

Quelle leçon pour tous ceux qui glosaient sur l'apathie politique des jeunes, qui voulaient leur refiler des cours de *Marseillaise* et de civisme !

Ces jeunes, qui, soit n'ont pas l'âge de voter, soit se sont abstenus, ne se retrouvant pas dans les partis établis de leurs « pères », ou encore votent pour l'extrême gauche, se mobilisent dans les mouvements anti-mondialisation, réinventent des formes d'as-

sociation et de convivialité, ces jeunes, donc, que ne leur a-t-on pas reproché !

À qui la faute ?

Ce sont eux, les jeunes, qui auraient fait monter l'extrême droite ? Fumisterie !

Les manifestations ont bien démontré l'unité et la mixité de la jeunesse, nous donnant du baume au cœur face à la France aigrie des vieux et jeunes fascistes.

Car d'où vient la contestation ? Et elles auraient été tristes ces journées sans l'affluence des jeunes dans les rues. Ils étaient aussi nombreux, voire plus, que lors des manifestations organisées par les syndicats et autres partis.

Et le rythme ? Avoir des manifestations pleines de vie, c'est tout de même mieux que les défilés silencieux et les promenades dominicales.

Est-ce que voter rend con ?

Quel front ?

Que font les syndicats ? Le Front Populaire contre le fascisme, c'est si loin dans les esprits ? Ou ont-ils peur de heurter leurs syndiqués et préfèrent-ils garder des positions floues face au combat à mener contre le fascisme et le capitalisme ?

OK, ils seront là pour le 1^{er} Mai (encore heureux), mais alors on

mélange tout. Ou alors, il faut accepter que pour combattre le fascisme, il faut combattre le capitalisme, les lois racistes et sécuritaires, construire un mouvement social et ne pas se limiter aux luttes électorales.

Les partis se félicitent de faire de nouvelles adhésions ! Mais quelles perspectives peuvent-ils donner ? Dans deux mois (au mieux) tout est retombé et on repart pour un tour de déceptions sociales.

Nous voterons et puis après ? Et si on allait dans les quartiers !

Samedi 27, une manifestation pépère a été organisée pour dire « Non au FN ».

Manifestation consensuelle s'il en est mais qui révèle bien des attitudes :

- la respectabilité ennuyeuse des grosses centrales et le retour « historique » de SOS Racisme ;
- le vide du discours : dire non, oui mais après... À Besançon, nous avons été les premiers à diffuser un tract d'analyse et nous continuons à aider les lycéens qui veulent se

différencier de leurs pseudos représentants officiels ;

- le clivage entre les gens du centre-ville et les banlieues. En effet, deux points de rendez-vous étaient donnés. Un depuis un quartier de Besançon qui devait rejoindre le deuxième au centre-ville.

Au final, une petite centaine de manifestants au départ du quartier, essentiellement les anarchistes (CNT, FA) et Ras l'Front, quelques MJS sans honte et quelques habitants (des jeunes). Ce sont donc les anarchistes qui ont ouvert la marche de cette manifestation qui est allée rejoindre les 3 000 manifestants du centre ville. Nous sommes les derniers à maintenir une présence militante et un affichage public, une culture politique et populaire.

À nous donc de construire ce front social libertaire que nous appelons tant !

Fred

groupe de Besançon



CONTRE LES BARBARIES
RELIGIEUSE,
NATIONALISTE,
CAPITALISTE... **agir,**
désobéir
FÉDÉRATION ANARCHISTE ★ 145 RUE AMELOT 75011 PARIS

Ouverture d'un nouveau squat de femmes à Dijon

COMME promis, après les expulsions, des ouvertures ! C'est désormais chose faite, puisqu'un nouveau lieu existe depuis la mi-avril. Passées en procès dès le matin du 7 mai 2002, les habitantes attendent le rendu du tribunal pour le 6 juin prochain. Voici le message qu'elles nous ont communiqué :

Un squat d'habitation entre femmes est ouvert depuis le 19 avril. Parmi les cinq actuelles occupantes, il y a entre autres trois anciennes habitantes de la Courdemone (expulsée et murée depuis le 21 mars 2002). La maison au 6, rue des Princes-de-Condé (!) appartient à La Poste et servait de logement de

fonction pour le grand chef plutôt que pour le ou la simple employé(e). La Poste avait fait appel aux flics pour nous expulser illégalement, mais, après explication, La Poste dut se résoudre à nous assigner en procès (le 7 mai).

Le passage de la police a d'ailleurs permis à deux sympathiques fliquettes d'exprimer le fond de leur pensée fascisante (ceci 10 minutes après le résultat du premier tour), dans le style : « Vous démolir la gueule à coup de matraques, ça me ferait trop jouir ! » La nature féminine douce et sensible ne serait donc qu'un mythe ? Mince alors !

Malgré la volonté de La Poste de nous voir expulsées rapidement, nous comptons bien résister le plus longtemps possible. Alors n'hésitez pas à passer nous voir ou à nous contacter, à courdemone@free.fr ou par courrier à Les habitantes du 6, rue des Princes-de-Condé, 21000 Dijon, France.

Source Maloka



Déclaration du groupe de Rennes de la Fédération anarchiste

LA FÉDÉRATION ANARCHISTE ne peut se féliciter de la victoire d'un Chirac, tout comme elle n'aurait pu se réjouir de celle d'un Jospin ou de qui que ce soit de plus fasciste. Nous rappelons que le principe de la démocratie représentative est d'abandonner sa voix et son pouvoir au profit d'un politicien. À cet égard, rien n'a changé : malgré les taux d'abstention records jusqu'à ce pathétique second tour (les politiques antisociales de droite comme de gauche et l'impunité des élus en sont la cause principale), les élections passent et les problèmes restent... Seules les luttes sociales permettront de contrer la montée du fascisme : les expulsions arbi-

traires de sans papiers ou de squatteurs, la chasse aux pauvres dans les centres villes, les discriminations de toutes sortes... Nous appelons à de fortes mobilisations aux futures échéances sociales, car les prochains gouvernements ne manqueront pas de s'attaquer aux derniers acquis sociaux (retraites, système éducatif, santé...) et aux libertés fondamentales, déjà bien remises en question par les gouvernements précédents : liberté de circuler, de manifester, pauvreté...

Groupe La Commune

c/o 9, rue Malakoff, 35000 Rennes
<http://fa-rennes.fr.st>

À la petite semaine L'Homo abjectus

S'IL EST IMPOSSIBLE à certains membres du nouveau gouvernement de cacher qu'ils sont des femmes, ou, pour l'une d'elles, de taire son origine maghrébine en portant le nom de Tokia Saïfi, il est en revanche plus facile, pour d'autres, de dissimuler une homosexualité qui ne se voit pas comme le nez au milieu du visage. Alors, soucieuse de ne pas nous laisser dans l'ignorance, vigilante comme un maître chanteur qui attend le moment propice pour agir, l'association Act Up nous a informés que deux ministres « en sont ».

Moins intéressée dans un premier temps par ce qu'ils s'apprennent à commettre que par une adhésion réaffirmée au phénomène lamentable des quotas, elle a d'abord tenu à faire part, sur ce point, de sa satisfaction. Car il va de soi que les problèmes sociaux sont a priori mieux à même d'être réglés suivant l'« identité » sexuelle de qui cherche à les résoudre. C'est ainsi qu'il faudrait regretter, à ce titre, que l'assassinat récent d'un leader populiste néerlandais, homosexuel déclaré,

ne lui ait pas laissé le temps de rendre enfin la xénophobie sympathique.

Mais attention, non décidés à être assignés à résidence, contre leur volonté, dans une communauté dont ils ne se revendiquent nullement, voilà ces deux chiraquiens prévenus que, ministres homosexuels, ils se doivent avant tout d'être ministres des homosexuels, et agir qui plus est comme des militants soutiennent que des homosexuels doivent agir. Avec Act Up, ces plongées dans la politique de caniveau sont devenues régulières, qui enferment les individus dans le goulag communautaire et laissent à demi-mot planer la menace de dénonciation publique sur qui ne se conforme pas au comportement qu'elle leur impose.

Quand l'appartenance à un groupe devient obligatoire et que la délation se veut vertueuse, il faut se méfier des assoiffés de justice.

Floréal